



Edition 2018

# ALGERIE des possibles.

Perspectives agricoles en Algérie.


Des articles pour explorer le champs des possibles en Algérie.

**Djamel BELAID.**

مهندس زراعي

# **SUCRE, HUILE ET CEREALES, L'ALGERIE DES POSSIBLES.**

## **Colza et légumes secs au secours du blé.**

### **SUCRE, HUILE ET CEREALES, L'ALGERIE DES POSSIBLES.**

Djamel BELAID 2017

En sucre, huile et céréales, en l'état actuel des connaissances agronomiques l'Algérie ne sera jamais totalement auto-suffisante. Comme l'écrit l'auteur de l'article, il s'agit là d'une vue de l'esprit. Est-ce dire qu'il nous faut baisser les bras ?

#### **CONQUERIR LA SECURITE ALIMENTAIRE**

A défaut d'auto-suffisance alimentaire, l'Algérie se doit de conquérir sa sécurité alimentaire. Pour cela, comme le font de nombreux pays, il s'agit de développer certaines productions agricoles locales et d'être performant dans certains domaines industriels et des services. Les rentrées de devises permettant alors l'importation de produits alimentaires. Lors de négociations pour l'achat de denrées alimentaires sur le marché international, une telle stratégie permet également de ne pas être pris à la gorge.

En Algérie, concernant les céréales, il existe de grandes réserves de productivité. Optimiser les itinéraires techniques permettrait d'asseoir cette sécurité alimentaire à défaut d'auto-suffisance céréalière. A noter les progrès réalisés ces dernières années en matière de blé dur et d'orge. Le problème étant de se prémunir des aléas climatiques. Ceux-ci sont encore la cause de brusques variations de rendement.

Au Nord du pays, la stratégie adoptée par le MADR et l'OAIC est de miser sur l'irrigation de complément des céréales. Cela est louable tant que les besoins en eau des villes ne viendront pas concurrencer le secteur agricole.

#### **LE MADR, EN RETARD D'UNE REVOLUTION TECHNIQUE**

Les céréales non-irriguées ne sont cependant pas suffisamment encouragées. Un expert australien a récemment déclaré que nous avons 30 ans de retard technique par rapport à ce qui se fait en Australie. Effectivement, ces dernières années, une révolution technique a vu le jour dans les plaines canadiennes et australiennes. Il s'agit d'une totale maîtrise des mauvaises herbes grâce à l'emploi massif d'herbicides ainsi que de l'abandon du labour puis son remplacement par le semis direct. En permettant de localiser les engrais à proximité des semences, cette technique permet un gain de temps et une meilleure valorisation des fertilisants.

Les décideurs algériens n'ont pas pris toute la mesure de cette révolution technique. Certes, il nous faudra également compter avec les premiers effets du réchauffement climatique. Cependant, en réduisant les coûts de mécanisation et en mieux valorisant l'humidité du sol, la technique du semis direct permet de réduire le risque climatique. Le céréalier a ainsi au moins l'assurance de rentrer dans ses frais. D'ailleurs plusieurs gros exploitants algériens ne s'y sont pas trompés. Dans le Constantinois, Mr Abdellatif Benhamadi, a depuis longtemps acquis l'équipement nécessaire et remis ses charrues.

#### **COLZA ET LEGUMES SECS AU SECOURS DU BLE**

Ces progrès agronomiques réalisés sur céréales sont également transposables sur cultures oléagineuses, dont le colza, mais également sur légumes secs (pois-chiches et lentilles). Cerise sur le gâteau, en développant dans les rotations ces différentes cultures, il devient plus aisé de maîtriser les ravageurs des céréales. Actuellement, la bonne rémunération du blé dur (4500 DA/quintal) provoque un retour trop fréquent des céréales sur une même parcelle.

Bien entendu, les progrès agronomiques évoqués

plus haut peuvent également bénéficier aux cultures fourragères. Ces dernières années, par ricochet, les subventions à la production de lait de vache ont permis un début de modernisation des méthodes de récolte des fourrages. On peut ainsi apercevoir, comme en Europe, des balles rondes enrubannées dans nos champs. L'irrigation d'appoint par kit d'arrosage fait également une percée spectaculaire. Cependant, répétons-le, toute l'attention n'a pas été apportée aux nouvelles techniques d'implantation, c'est à dire au semis direct. S'il est prévu de produire le matériel requis à Sidi Bel-Abbès. Chez CMA-SOLA et au MADR, ce dossier, n'est pas prioritaire. On doit encore se bercer d'attentes d'essais qui traînent en longueur.

Quoiqu'il en soit, du point de vue agronomique, de potentielles augmentations de production sont à portée de main. Et, nous n'avons même pas évoqué l'aspect variétés améliorées et semences certifiées qui connaît un renouveau.

#### SUCRE ET HUILE DZ ? L'ALGERIE DES POSSIBLES

Il suffit de consulter le site de la société de sucre Cosumar.ma pour se convaincre que nos voisins marocains produisent, bon an mal an, la moitié du sucre qu'ils consomment. Pour cela, ils développent la culture de la betterave à sucre. Cette même culture qui était pratiquée à Khemis-Milliana et que nous avons abandonné au milieu des années 70.

Les agriculteurs marocains réussissent grâce au progrès que constituent les semences monogermes, le désherbage chimique, l'irrigation au goutte-à-goutte et la mécanisation de la récolte. Certes, construire une raffinerie nécessite des investissements conséquents. Mais, avec une partie des besoins produit localement le Maroc se donne une liberté d'action lors de ses achats sur les marchés extérieurs.

En Algérie, avec des excédents de pomme de terre qui se profilent à l'horizon, on peut se demander s'il ne faudrait-il pas réfléchir à proposer à certains de nos producteurs de se mettre à la betterave à sucre. C'est là une réflexion stratégique sur laquelle devrait se pencher le MADR. Mais ce ministère a-t-il une cellule « prospectives » ?

Toujours à l'Ouest de nos frontières, les agriculteurs produisent du colza et du tournesol. Certes les surfaces restent encore modestes, mais

en partenariat avec le groupe agro-alimentaire français Avril, une politique volontariste d'appui aux agriculteurs a été mise en place.

#### MISER SUR LA CONTRACTUALISATION

L'exemple du groupe Avril et de la Cosumar au Maroc, ou chez nous, du groupe Benamor qui développe un réseau d'appui technique vers les producteurs de blé dur et de tomates industrielles montre l'intérêt de développer une politique de contractualisation.

En faisant le choix de demander au secteur agro-alimentaire de s'approvisionner, en partie, à base de matières premières locales, les pouvoirs publics peuvent encourager le progrès agronomique. Il faut voir sur YouTube les spots de vulgarisation de la Cosumar avec leur producteur prodige, Si Abid Abdessalam, qui dans un langage accessible à tous et avec franchise recommande à ses confrères les meilleures façons de cultiver la betterave.

Si, en Algérie, les réseaux des technico-commerciaux des firmes d'agro-fouritures sont d'excellents vecteurs du progrès agronomique, les pouvoirs publics auraient intérêt à miser également sur les possibilités du conseil agro-alimentaire. Proches des producteurs, les transformateurs peuvent et se doivent d'aller au devant de leurs fournisseurs paysans.

Cela est déjà le cas pour la conquête de « l'or blanc ». Nombre de laiteries privées du Chélif ou du Centre du pays tentent de fidéliser les faveurs des éleveurs en fournissant aliment du bétail, soins vétérinaires, avances financières et même aide aux démarches administratives.

#### CEVITAL, TRITURER DES GRAINES PRODUITES LOCALEMENT ?

Ces quelques exemples montrent qu'il est possible d'orienter le secteur agro-alimentaire vers plus d'approvisionnement local. On peut rêver un jour voir des graines de colza DZ triturées dans les moulins de Cevital à Béjaïa ou des graines de féverole DZ utilisées dans l'aliment de bétail des usines SIM-Sanders. Quant au sucre utilisé dans les sodas de NCA Rouiba, à quand une partie produite à Khemis Milliana ?

Certes, ce ne sera pas l'auto-suffisance alimentaire mais cela constituera un pas vers plus de sécurité alimentaire et d'emplois pour nos jeunes.

Djamel BELAID. Ingénieur Agronome.

# Agriculture, l'Algérie des possibles.

Pour une recherche-développement au service de l'agriculture.

## AGRICULTURE, L'ALGERIE DES POSSIBLES

Djamel BELAID 18.02.2017

Avec la chute du prix du pétrole, en Algérie, l'analyse des chiffres clé de l'économie ont de quoi donner le vertige. Aussi, certains dossiers agricoles méritent toute l'attention des pouvoirs publics. Ils sont prioritaires d'autant plus qu'ils ne demandent pas des financements excessifs en ces « temps de vaches maigres ».

### TRAVAILLER LA TERRE SANS EN ETRE PROPRIETAIRE

Dans les médias locaux de nombreux reportages montrent le cas d'agriculteurs sous-louant des terres. Par manque d'une législation adaptée et suite aux nombreuses réformes concernant le statut de la terre<sup>1</sup>, il n'existe pas à ce jour en Algérie de statut du fermage. Pourtant, dans de nombreux pays développés, le fermage concerne une partie importante des exploitations. Du fait de cette carence législative, de nombreux agriculteurs se trouvent classés dans le secteur informel. Ils ne peuvent bénéficier d'aucune aide publique. Par ailleurs, ils ne garantissent pas de la sécurité que procure un bail de fermage. Or, en agriculture, de nombreux investissements ne sont rentables que sur le long terme. Dans ces conditions, comment imaginer que des agriculteurs puissent se projeter dans l'avenir et investir ?

### LE MIRAGE DE L'IRRIGATION

En Algérie, la lecture des déclarations des responsables chargés des questions agricoles est édifiante. Selon eux, la baguette magique réside dans l'irrigation. Or, la majeure partie des surfaces agricoles sont menées en agriculture pluviale – non irriguée – et le restera. L'explication est simple : les capacités hydriques (souterraines et de surface) mobilisables au niveau national ne permettent pas d'irriguer toutes les surfaces agricoles. Par ailleurs, il faut compter avec les besoins de l'industrie et de l'adduction en eau potable d'une population de 40 millions d'habitants aux taux de natalité de 2,2%. Rappelons que le seul geste de tirer une chasse d'eau correspond à l'utilisation de 20 litres d'eau potable. Enfin, avec le réchauffement climatique mondial, il pleut moins en Algérie.

1 Sur les débuts de l'autogestion voir le film « L'Algérie du possible ».

### TRANSFERT DE TECHNOLOGIE POUR L'AGRICULTURE PLUVIALE

Or, que constate-t-on concernant les surfaces agricoles non irriguées ? Une faible allocation de moyens en recherche-développement spécifique à ces zones. Il s'agit de tirer la sonnette d'alarme.

L'agriculture en zone semi-aride est caractérisée par un déficit hydrique marqué sur une large période de l'année. De ce fait les techniques à mettre en oeuvre sont spécifiques à ce type de région. Les techniques ayant cours dans la majorité des pays développés ne peuvent être copiées. Ces techniques sont parfois inadaptées ; par ailleurs, leur coût n'est pas toujours couvert par le niveau des faibles productions des zones semi-arides.

Les céréalières ont par exemple besoin de semences, de matériel de semis, de fertilisation, de protection et de récolte. Ils ont également besoin de stratégies de mise en oeuvre de ce matériel (rotations, assolements) et de combinaison des cultures avec l'élevage.

### CE QUE NOUS NE SAVONS PAS FAIRE

Il y a des choses que nous ne savons pas faire ou bien que nous faisons de façon incomplète

En matière de semences, l'ITGC a récemment sélectionné de nouvelles variétés de blé et de légumes secs. Celles-ci sont plus productives. Certaines de ces variétés sont issues de croisement entre plantes locales et étrangères et donc incorpore des gènes locaux. Mais quid de l'introduction de nouvelles espèces ? Le colza, ou la féverole sont pratiquement inconnues de nos agriculteurs. Quid d'écotypes fourragers locaux ou issus des pays du Sahel ?

En matière de travail du sol et de semis, les techniques ayant cours dans le bassin parisien (labour profond) sont proposées aux agriculteurs de M'Sila ou Saïda. Pourtant, en Australie (pays semi-aride exportateur de blé) les agriculteurs utilisent majoritairement le semis-direct. Nous commençons à nous intéresser à cette technique mais le seul prototype de semoir pour semis-direct est en phase d'essais.

En matière de fertilisation, le climat et les spécificités du sol nous obligent à localiser l'engrais au plus près de la semence dès le semis puis à l'enfouir dans le sol lorsqu'il est apporté en culture sous forme d'urée. Les

exploitations ne disposent pas du matériel qui permet ce type de travail.

Concernant la protection des cultures, il nous faut combiner les formes les plus intéressantes de désherbage chimique et mécanique (herse étrille, houe rotative, dispositif de récolte des menues pailles). Là aussi, les exploitations ne disposent pas du matériel qui permet ce type de travail.

Concernant des techniques ne nécessitant pas de matériel nouveau (cas de rotations avec légumes secs ou colza, cas du désherbage des chaumes afin de réduire l'évaporation) il n'existe pas de large système de vulgarisation pouvant montrer tout l'intérêt de ces innovations. Or, nombre d'agriculteurs sont des investisseurs urbains n'ayant pas reçu de formation agronomique.

#### **ELEVAGE, MIEUX NOURRIR NOS ANIMAUX**

Actuellement une des carences de nos élevages concerne l'absence d'autonomie fourragère des exploitations. Les animaux ne consomment pas ce qui vient des cultures propres à l'exploitation. Une partie importante des aliments est même importée (orge, maïs, tourteaux de soja).

#### ***G'sill, les fourrages d'automne***

Or, il existe des techniques traditionnelles ou nouvelles à développer. Dans le cas du déprimage (consommation de l'orge en vert ou « g'sill »), cela peut être efficacement étendu à la culture de colza (croissance rapide à l'automne dès les premières pluies).

#### ***Steppe, utiliser les sous-produits***

En steppe, une partie des besoins alimentaire des animaux peut être couverte par des bloc multinutritionnels (BMN) à base de son, paille broyée, grignons d'olives, rebuts de dattes et urée. Les éleveurs ne connaissent pas cette technique d'utilisation de sous-produits. Certains éleveurs ont développé la culture hydroponique de l'orge. Mais l'institut de l'élevage a consacré un seul essai à cette technique.

Des années de recherche universitaire ont permis de préciser les conditions d'utilisation de l'urée comme complément azoté sur paille, foin de vesce-avoine et orge. Mais cette technique valorisant un produit de l'industrie chimique locale et donc présent dans toutes les exploitations agricole comme engrais, n'est pas vulgarisée.

#### ***L'urée comme complément azoté des rations***

Concernant l'utilisation de l'orge comme aliment volaille en remplacement du maïs importé (1,4 milliards \$ annuels avec le tourteau de soja), les essais se comptent sur les doigts d'une main. Quant à la culture locale et l'utilisation de la féverole blanche (sans tanin) en remplacement partiel du soja, à notre

connaissance, il n'existe aucun essai local.

Les quelques innovations en milieu steppique viennent du Haut Commissariat au Développement de la Steppe : rénovation de parcours dégradés par une mise en défens de quelques années puis location aux éleveurs, construction de petits ouvrages pour l'épandage de crues, plantation d'arbustes fourragers (opuntia accacia, ...).

#### **QUELLES PRIORITES?**

Faut-il privilégier la question du fermage aux dossiers techniques. Les deux vont ensemble. De même que sont urgentes les questions relatives au mode de commercialisation et de transformation des produits agricoles. Du bon équilibre entre membre des filière dépend la marge bénéficiaires et donc le stimulant à innover et produire.

Concernant l'aspect technique, en matière de priorités, il s'agit de réunir les moyens afin d'améliorer les productions végétales. Celles-ci comprenant les cultures fourragères, les retombées sur l'élevage sont automatiques.

#### ***L'aversion au risque***

L'agriculture étant une activité devant générer un revenu régulier à l'investisseur qu'est l'agriculteur, le but de l'agronomie est de réunir avec les lui les techniques permettant de réduire cette incertitude de revenu. Cela passe par la réduction du coût des techniques mises en jeu mais également en région semi-aride non-irriguée par celles permettant de réduire l'incertitude climatique. En effet, il faut compter avec l'aversion au risque des agriculteurs.

A l'Ouesst du pays, un responsable local du MADR affirmait récemment à la presse que face aux épisodes de sécheresse, il était préférable de semer de l'orge à la place du blé dur. L'orge possédant un cycle plus court que celui du blé, il échappe plus facilement aux coups de sec des mois de mai-juin.

#### ***Explorer les possibilités de l'agriculture pluviale***

Il nous semble qu'avant d'arriver à de telles propositions, il s'agit d'explorer le champs des possibles. Or, la technique du semis-direct avec des dents formant des sillons collecteur de pluie et des roues plumbeuses rappuyant la terre sur les semences est actuellement le nec plus ultra de la technique du dry-farming. Cette technique est d'ailleurs adoptée à plus de 80% par les céréaliers australiens.

Cette technique concerne également l'implantation des légumes secs, des oléagineux et des fourrages. Par ailleurs, l'absence de labour qu'évite cette technique et la possibilité de construction locale<sup>2</sup> de semoirs low-cost permet de réduire les coûts de culture. Enfin, cette

<sup>2</sup> Le dossier est en charge de CMA-SOLA, mais les essais du premier prototype traînent en longueur.

technique en valorisant l'humidité du sol permet de réduire l'incertitude climatique. Par ailleurs, elle permet une meilleure valorisation des engrais du fait de leur localisation près de la semence. En zone steppique elle est particulièrement adaptée à la culture de l'orge. Enfin, par sa rapidité d'exécution, elle permet une agriculture d'opportunité. En effet, sa rapidité de mise en œuvre permet une réactivité de l'agriculteur dès

qu'un événement pluvieux est annoncé ou bien qu'il vient de survenir.

Les atouts de cette innovation destinée aux cultures non-irriguées sont nombreux. Elle représente donc, à notre avis, la mère des batailles. Seront nous entendus des investisseurs potentiels (les plans de constructions sont disponibles sur Internet) et des pouvoirs publics ?.

# Vers une augmentation des prix.

## Un nouvel emballage ?

---

### **LAIT, VERS UNE AUGMENTATION DES PRIX A LA CONSOMMATION**

Djamel BELAID 15.02.2017

Le prix du lait à la consommation fait la « une » de la presse suite à un projet de modification de l'emballage. A cette occasion, il serait question d'une possible augmentation du prix du lait. Risque-t-on une crise sociale ?

### **NOUVEL EMBALLAGE, UNE MESURE DE BON SENS**

Le nouvel emballage proposé consiste en des briques de lait selon le système « TetraPack ». Jusque là, le lait était vendu dans des sachets plastiques. Ce type d'emballage a l'avantage de nécessiter des investissements modiques. Cependant, la durée de conservation des sachets de lait est limitée. En été, en fin de journée, avec ce type de conditionnement le lait en sachet a souvent « tourné ». Le conditionnement TetraPack devrait donc permettre de conserver plus longtemps le lait et réduire le gaspillage.

### **EVITER TOUTE EXPLOSION SOCIALE**

Ces dernières semaines les augmentations de prix ont été nombreuses. Elles ont touchées notamment les carburants et le prix de l'électricité provoquant un mouvement de fronde dans le sud du pays. Dans ce contexte de hausse, une augmentation du prix du lait est susceptible d'aggraver le mécontentement populaire. Jusqu'à présent pour les ménages à faible revenu, le lait et les produits laitiers ont permis un accès bon marché aux protéines animales. Il s'agit donc de trouver un moyen de relever les prix mais tout en soutenant ces ménages. En Egypte, face à de tels choix, le gouvernement a choisi le système de la carte à puces pour offrir à la catégorie la plus pauvre de la population un accès au pain subventionné.

### **L'AN PASSE, UN PROGRAMME DE RELANCE**

L'an passé, la production locale de lait avait déjà fait l'objet de mesures en faveur des producteurs de fourrages : meilleur accès au foncier agricole et octroi de crédits bonifiés. Par ailleurs, les éleveurs s'étaient vu octroyer une augmentation du lait. Le MADR avait alors annoncé un meilleur contrôle de la vente d'issues de meunerie (son). Il avait également été question de production de « cubes de son ».

### **PRODUIRE PLUS DE LAIT**

Pour produire du lait, une vache a avant tout besoin de fourrages et d'aliments concentrés. Cependant un grand nombre d'éleveurs ne possèdent pas les surfaces suffisantes pour produire ces fourrages. Ils n'ont aucune autonomie fourragère. Tant que les prix des fourrages et des aliments concentrés étaient bas, leur activité étaient rémunératrice. Ce n'est plus le cas avec le récent renchérissement du poste alimentation de leur cheptel.

### **UN STATUT DU FERMAGE**

Pour ces éleveurs, la question du foncier est primordiale. Certains ont d'ailleurs réduit leur activité. La solution pourrait être la location de terre. Cependant, la législation en vigueur ne le prévoit pas. Il n'y a pas de statut du fermage en Algérie. Il s'agit là d'un frein à la production qui touche de nombreuses productions agricoles. Il devient donc urgent de se pencher sur cette question qui concernent notamment les meilleures terres du pays.

### **IRRIGATION ET ENRUBANNAGE**

Ces dernières années, la production locale de fourrage a nettement progressé. Que ce soit au nord ou au sud du pays, l'irrigation a permis de décupler la production. Grâce à de faramineux investissements publics en matière d'hydraulique, des agriculteurs disposent dorénavant d'un accès à l'eau leur permettant de cultiver du maïs-fourrage, du sorgho ou de la luzerne. Parfois, comme dans la région de Ghardaïa, la mobilisation des eaux souterraines a permis l'extension des productions fourragères. Le succès est tel, que le fourrage d'El Menaa approvisionne des régions plus au nord. Ces progrès ne doivent pas cacher nos insuffisances. Beaucoup d'agriculteurs découvrent ces cultures. Des fourrages de soudure tel le colza-fourragier sont pratiquement inconnus. Jusqu'à présent le seul fourrage produit en masse a souvent été le foin de vesce-avoine.

### **FOURRAGES, MOBILISER DES SURFACES INEXPLOITEES**

Produire plus de fourrages est possible en mobilisant les terres jusque là en restées en jachère. Il s'agit principalement de jachères annuelles pâturées. Les ovins pâturent ces parcelles où pousse alors une végétation spontanée à faible valeur alimentaire. Souvent louées aux éleveurs, ces parcelles peuvent rapporter à leur propriétaire un revenu supérieur à celui d'une culture de blé. Convertir ces surfaces en cultures

fourragères plus productives nécessite donc de rendre disponible moyens de semis et de récolte. Souvent le montant de la location du matériel pour ces opérations réduit la marge à l'hectare. Outre le matériel loué, le ramassage des bottes de foin est manuel. Pour réduire les coûts, la solution passe par un mode d'implantation sans labour peu coûteux type semis direct et l'acquisition mutualisée des moyens de récolte.

#### FORMER LES AGRICULTEURS

En Algérie, on note un décalage entre une main d'œuvre agricole très peu qualifiée et un encadrement technique parfois éloigné du terrain et souvent cantonné à des tâches administratives. L'effort a jusqu'à présent principalement porté sur la formation de techniciens et d'ingénieurs agronomes. Les budgets accordés à la formation professionnelle agricole sont ridiculement bas. Or, la production de lait nécessite des compétences multiples : production de fourrages, établissement des rations, hygiène et santé, génétique, transformation du lait. Les laiteries ont à ce titre un rôle d'appui technique à jouer. L'exemple de la laiterie coopérative Anfel de Sétif est à saluer. Celle-ci a aménagé un centre de formation au sein de ses locaux.

#### DEVELOPPER LA CONSOMMATION DE LAITS VEGETAUX

Les pouvoirs publics se sont focalisés sur la production de lait de vache. Dans un pays semi-aride, à la population en fort accroissement, cela relève de la gageure. En effet, outre l'accroissement quantitatif de la demande lié à l'augmentation de la population, l'amélioration du niveau de vie a provoqué une demande qualitative en produits laitiers. Le consommateur local est friand de fromages et desserts lactés.

Une politique de production de laits végétaux aurait permis de réduire la tension sur le lait de vache frais et reconstitué à partir de poudre de lait importée. Alors qu'en Europe se développent la consommation de laits végétaux tel le lait de soja, d'avoine, de riz ou d'amandes ces produits sont inconnus localement. Pourtant ces laits végétaux requièrent beaucoup moins d'investissements que le lait de vache.

#### INNOVATION ET RECHERCHE-AGRONOMIQUE

Les récentes avancées en matière de production de fourrages ne sont pas liées à la recherche agronomique locale. Dans le cas de l'enrubannage et de l'ensilage, elles sont le fait d'entrepreneurs. Le plus souvent leur investissement est lié à l'achat de matériel découvert lors de salons agricoles ou sur internet et les réseaux sociaux.

Durant les dernières décades, en matière de fourrage, la recherche agronomique locale s'est principalement focalisée sur l'étude des espèces annuelles de luzerne et la complémentation azotée de l'orge et de la paille sous forme d'urée ou d'ammoniac. Or, de ces coûteux

investissements en recherche, jusqu'à présent on n'observe aucune retombée sur le terrain.

Aussi, peut-on se demander si les axes de recherche sont correctement définis et si à côté d'une recherche académique ne doit pas co-exister une recherche-développement associant dans des clusters les différents opérateurs de la filière agricole concernée.

#### LE MIRAGE DE GRANDES FERMES DANS LE SUD

Depuis peu, il est question d'investissements pour la création de gigantesques exploitations dans le Sud du pays. Des partenariats avec une firme US est évoquée. Il y a lieu de rappeler l'échec d'un tel projet dans la région d'Adrar. Les exemples d'exploitations agricoles sahariennes viables sont de tailles plus modestes. C'est le cas dans la région de Ghardaïa. Dans le sud, les coûts d'exploitation sont grevés par les factures d'électricité liée au fonctionnement des systèmes d'irrigation continue. L'équilibre de leur budget est lié au prix actuel du blé dur. Dans le cas du maïs grain, malgré un prix rémunérateur offert par l'ONAB, les déconvenues sont nombreuses.

#### LAIT, MISER SUR LES PETITES ET MOYENNES EXPLOITATIONS

Au delà de leur rentabilité, les projets d'exploitation dans le Sud se doivent d'assurer une durabilité du milieu naturel. Or, nombres de ces projets se sont traduits par une baisse du niveau d'eau de la nappe phréatique et par une salinisation des sols. Tout projet de partenariat devrait comporter un « état des lieux » à l'entrée et à la sortie accompagné d'un cahier des charges axé sur le respect des ressources naturelles locales<sup>3</sup>.

Actuellement, la production laitière est le fait de petites exploitations comprenant parfois moins de 10 vaches laitières. Ces exploitations ont montré leur capacité d'adaptation dans un environnement difficile. Elles ont l'avantage de créer des emplois. La solution serait d'aider ces exploitations à intensifier leur production.

#### DEVELOPPER DES POLES D'EXCELLENCE (CLUSTER)

Un dicton populaire, dit qu'on ne peut applaudir d'une seule main. Aussi, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie visant l'augmentation de la production laitière nécessite l'activation du pôle « production de lait » créé par le MADR. C'est dans de tels cadres que doivent pouvoir s'exprimer, à différents échelons décentralisés, les membres de la filière lait : amont, producteurs, aval et recherche-développement agronomique. La filière lait ne manque pas d'acteurs locaux dévoués<sup>4</sup> et aux

3 Un tel cahier des charges devrait notamment comprendre des analyses de sol, avant le début du processus de production et à sa fin de même qu'un état du niveau piézométrique de la nappe phréatique.

4 Suite à la demande d'éleveurs de la région de



compétences certaines (laiteries locales ou étrangères). L'appel à ces compétences peut permettre des sauts qualitatifs insoupçonnés. Les exemples sont nombreux : création de nouveaux types de matériel tel ces tanks de stockage du lait, mode d'organisation (Coopérative Anfel de Sétif), suivi technique (Groupe appui lait – Gaspel – développé avec la région Bretagne), valorisation des produits (laiterie de Ghardaïa, Tomme noire de Kabylie). Les expériences locales ayant fait leur preuve doivent pouvoir ainsi être connues ailleurs. Il en va de la filière lait.

---

Constantine, Lounis Hamotouche, PDG de la laiterie Soummam, a lancé en partenariat avec le concessionnaire Axiom une filiale chargée de la récolte des fourrages sous forme d'enrubannage.

# Ministère de l'agriculture,

## Y-a-t-il un pilote dans l'avion?

ALGERIE : MINISTERE DE L'AGRICULTURE, Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION?

Djamel BELAID 23.02.2017

En Algérie, les dernières déclarations des responsables agricoles, laissent entrevoir l'agriculture saharienne comme le moyen d'assurer les besoins locaux en blé et en lait. Face aux mirages de l'agriculture sahariennes, ces responsables négligent le développement de l'agriculture en zone semi-aride qui représente 90% de la surface agricole utile du pays.

### ECHECS DES MEGA-PROJETS

Il faut en effet parler de mirages car les dernières enquêtes parues dans le site Maghreb Emergent montrent que le partenaire américain choisi pour jouer un rôle primordial dans le développement agricole dans le sud n'a aucune expérience en la matière. Par ailleurs, un méga-projet précédemment mis en œuvre il y a une dizaine d'années dans la région d'Adrar s'est soldé par un échec cuisant. Les rampes des pivots rouillent encore sur place lorsqu'elles n'ont pas été récupérées par de petits agriculteurs.

### LE MIRAGE DE LA GROUND WATER ECONOMY

En Algérie, le développement d'une agriculture dans le Sud est dans tous les esprits. Il s'agit de produire sur des sables des céréales, des fourrages ou du maraichage en puisant dans les nappes phréatiques (ground water economy). Les cultures sont arrosées en continu afin de compenser une évapo-transpiration de l'ordre de 2 000 mm. Les investisseurs actuels bénéficient de largesses considérables de la part des pouvoirs publics. La terre, attribuée sous forme de concessions, et l'eau sont gratuits. De ce fait le retour sur investissement peut être rapide. C'est le cas de la tomate sous serre et du blé dur. Mais cette agriculture n'est pas durable. En effet, l'eau des nappes phréatiques est salée. Au bout de 4 à 5 années d'irrigation, les sols mis en valeur deviennent stériles du fait de l'accumulation du sel apporté à chaque cycle d'irrigation. Plus grave, bien que considérables, les réserves en eau ne sont pas illimitées. Il s'agit de nappes fossile qui ne se renouvellent pas ou très peu. Déjà, en certaines zones, la profondeur des forages a dû être augmenté du fait de la baisse du niveau piézométrique.

SE RAPPELER L'ECHEC AGRICOLE SAOUDIEN

Annoncé dans les années 70-80, le plan saoudien de production de céréales et de fourrages a dû être suspendu par les plus hautes autorités saoudiennes. Le niveau des pompages avait réduit de façon drastique le niveau des principales nappes phréatiques. Aujourd'hui, le royaume saoudien est obligé d'importer la plus grande partie des céréales et de dessaler de l'eau de mer à grand coup de méga-installations très coûteuse en énergie. C'est ce qui risque d'arriver en Algérie.

### LES POTENTIALITES DE L'AGRICULTURE EN SEC

Les financements accordés aux méga-projets sahariens consomment une part des aides qui pourraient être apportées au développement des autres zones du pays : régions céréalières des hauts-plateaux et steppe. Or, dans ces zones, l'agriculture reste en dehors des techniques nouvelles de dry-farming. Techniques dorénavant plus respectueuses du milieu et permettant d'améliorer le revenu des populations locales. Chaque dinar investi en zone semi-aride se traduit en une augmentation certaine de la production. Dans le sud, les méga-projets sont la plupart du temps voués à l'échec. Les fonds investis sont alors perdus, l'augmentation escomptée de la production n'est pas au rendez-vous et les populations locales restent sans emploi.

### VOIES D'AMELIORATION EN AGRICULTURE EN SEC

Avec des budgets moindres, le Haut Commissariat au Développement de la Steppe a initié le développement d'ouvrages favorisant l'épandage de crues. Il s'agit d'obstacles relevant du domaine de la petite hydraulique, au coût modique. Judicieusement installés dans le lit des oueds, ils permettent l'irrigation de surfaces agricoles.

Dans le cas de la céréaliculture en sec, actuellement, le labour reste la norme. Or, cette technique est dépassée. Elle coûte cher en carburant, assèche les sols et augmente l'érosion. Le non-labour avec semis-direct est bien plus intéressant. Mais il requiert des semoirs spécifiques qui peuvent être construits localement. Or, très peu est fait actuellement eu égard à l'urgence du dossier. En Syrie entre 2005 et 2012, avec très peu de moyens, 7 petits ateliers installés autour d'Alep, ont produit 92 semoirs. Avec les moyens dont dispose le pays, nous sommes actuellement incapables de produire le dixième de ce qui s'est fait en Syrie.

## NE PAS METTRE TOUS LES OEUFS DANS LE MEME PANIER

En Algérie, en zone semi-aride, l'irrigation d'appoint est un moyen d'améliorer la production agricole. Dans le sud l'irrigation continue s'avère non durable, il s'agit de lui préférer l'agriculture dans les oasis. Mais l'irrigation ne pourra jamais concerner toutes les terres agricoles. Les moyens en eau de surface et souterraine sont en effet limités. Il s'agit donc de ne pas oublier les 90% de surfaces cultivées en sec.

Ces surfaces sont occupées par des agriculteurs et non pas par des investisseurs tentant des coups de poker comme dans le sud. Aussi, les décideurs se doivent d'accorder à ce type d'agriculture toute sa place. Vue des bureaux climatisés du Bd Colonel Amirouche, une étable de 100 vaches laitières semble préférable qu'à une étable de 5 à 10 vaches. Mais c'est oublier, les capacités d'intensification et de création d'emploi de ces petites structures. Par ailleurs, ces agriculteurs occupent

et occuperont toujours l'espace en recherchant des stratégies d'adaptation face à un milieu naturel souvent hostile. Au contraire, ceux qui manient d'énormes capitaux et sont à la recherche d'un retour rapide de la mise de départ délaisseront le terrain à la moindre déconvenue.

Actuellement, en Algérie, l'enjeu est entre une agriculture paysanne et une agriculture entrepreneuriale tournée vers l'export et le profit immédiat. Pas sûr que pour le consommateur, le résultat soit le même...

# Céréales, nouvelle donne en Algérie.

## Développement de grands groupes agro-alimentaires.

### CEREALES, NOUVELLE DONNE EN ALGERIE.

Djamel BELAID Juin 2017

L'apparition de grands groupes liés à la transformation des céréales (Benamor, Metidji, SIM) au côté des unités du secteur public est relativement récent. Cette présence bouleverse la filière céréales locale.

### UN CAHIER DES CHARGES EXIGEANT

Ces groupes bénéficient de conditions avantageuses et réalisent de confortables marges financières. Ils utilisent des blés importés et en partie du blé local. Bien souvent les blés importés sont constitués de lots homogènes. Pour les agro-industriels, il est indispensable de travailler avec des blés avec de fort taux d'extraction de semoule ou de farine. Les lots doivent être exempt d'impuretés risquant d'altérer le produit final ou d'endommager les meules. Le cahier des charges est donc exigeant. A cela s'ajoute le côté financier. Souvent, les agro-industriels préfèrent donc moudre du blé d'importation.

### LES IMPORTATIONS : UNE MENACE POUR LES CEREALISERS

Au Maroc, l'adhésion à l'OMC a entraîné la libération du marché des céréales. En effet, ces accords interdisent aux pays signataires de subventionner leurs producteurs et de sur-taxer les blés importés. De ce fait les agro-industriels marocains s'approvisionnent principalement sur le marché international au détriment des producteurs locaux. En Algérie, avec la baisse de la rente des hydrocarbures, le risque est grand de voir les pouvoirs publics recourir de plus en plus aux importations. En effet, soutenir la filière céréalière locale représente un coût pour le budget de l'Etat. Cela est encore plus vrai concernant le blé dur.

### CEREALISERS, MISER SUR LA PRODUCTIVITE ET LA QUALITE

Face au risque de voir un jour les agro-industriels locaux se tourner totalement vers l'importation, les céréaliers locaux se doivent de miser sur la qualité de leurs produits et sur une meilleure productivité.

En concertation avec les organismes de collecte dont les CCLS et les agro-industriels, des céréaliers doivent arriver à produire des lots homogènes avec une traçabilité garantie et une qualité supérieure (faible taux de mitadinage, variétés recommandées par la semoulerie ou la meunerie, ...). Ces céréaliers doivent

pouvoir s'organiser afin de devenir les interlocuteurs incontournables de moulins privés régionaux. Cette politique de produits de terroir constitue une garantie de débouchés face à un risque d'importations massives de blés durs étrangers. C'est à eux de gagner cette indépendance d'organisation et se fédérant autour de paysans leaders issus de leurs rangs.

Sur le plan de la productivité, ils peuvent réduire leurs dépenses de mécanisation en abandonnant par exemple le labour au profit de la technique dite du « semis-direct », utiliser l'irrigation de complément lorsque cela est possible, mieux utiliser les semences certifiées et les engrais en les localisant sur le rang lors du semis, et généraliser le désherbage chimique et/ou mécanique.

### CEREALISERS, S'ENGAGER DANS LA TRANSFORMATION DES GRAINS

Face aux succès de grands groupes tels Benamor, il est étonnant de voir l'absence d'équivalents paysans. Pourtant, à l'étranger, il n'est pas rare de trouver des céréaliers réunis au sein de Groupes d'Intérêt Economique (G.I.E) pour transformer leurs productions. En France, des coopératives paysannes détiennent souvent des moulins.

Ce déséquilibre n'est pas sans conséquence. En cas de libéralisation du commerce des céréales, les céréaliers risquent de voir les agro-industriels s'approvisionner sur le marché extérieur. Par ailleurs, toute situation de monopole joue en défaveur des céréaliers. A terme, ils peuvent se voir exiger des prix et des conditions défavorables.

Reste une solution pour les céréaliers, tenter de rattraper leur retard en s'engageant résolument dans la transformation de leurs céréales. Il existe une alternative à la livraison de leurs remorques de grains dans les seuls dépôts locaux de l'OAIC.

### CEREALISERS, RECONQUERIR LA FILIERE ORGE

Parmi la filière céréales, l'orge possède une place particulière. Le commerce de cette céréale est libre et outre l'alimentation humaine, elle sert surtout destinée à la consommation animale. C'est notamment le cas avec l'élevage de moutons en zone steppique. C'est donc une céréale où les agriculteurs peuvent progresser en « valeur ajoutée ».

Les céréaliers pourraient commencer à développer des infrastructures pour un stockage moderne en ferme. Regroupés en GIE locaux, ils pourraient développer des

circuits de vente de l'orge vers la steppe. En matière de transformation, ils peuvent s'orienter vers la fabrication d'aliments du bétail (volailles ou ruminants). En alimentation humaine, ils peuvent utiliser les vertus anti-cholestérol de l'orge. La semoule d'orge peut être incorporée à la semoule de blé dur ou à la farine pour la fabrication de pains spéciaux. On peut penser à la fabrication de malt pour la panification ou la fabrication de bières locales.

#### DE NOUVELLES MISSIONS POUR LE PRIVE

Les groupes privés de transformation des céréales bénéficient de conditions avantageuses : marché protégé, prix subventionnés. Le PDG de SIM a eu l'occasion de dire lors d'une conférence, qu'à ses débuts face à la marge bénéficiaire qu'il réalisait en toute légalité, il avait l'impression de « voler ».

En contre partie de ses avantages, les pouvoirs publics se doivent d'orienter les agro-industriels vers un processus de contractualisation. C'est à dire se tourner

vers les céréaliers et développer des services techniques d'appui aux producteurs. A ce titre, le groupe Benamor est l'un des seuls agro-industriels à développer un tel réseau.

De leur côté, les céréaliers leaders se doivent de mettre sur pied les bases d'une filière céréale indépendante des structures étatiques et des grands moulins privés afin de mieux défendre leurs intérêts.

De leur côté, les cadres de terrain des CCLS ont tout à gagner en l'émergence d'une organisation professionnelle des céréaliers. En cas d'adhésion de l'Algérie à l'OMC et face au risque de démantèlement des structures publiques du commerce de grains, leur avenir professionnel serait à reconsidérer.

Djamel BELAID. Ingénieur Agronome.

# L'urgence de la formation des fellahs.

## Lier l'octroi de crédits à des formations.

---

### L'URGENCE DE LA FORMATION DES FELLAHS

Djamel BELAID Juin 2017

Dans un de ses articles, un agro-économiste algérien faisait remarquer il y a quelques années que nous faisons reposer l'essentiel effort budgétaire sur la formation d'ingénieurs agronomes. Analysant les choses, il faisait remarquer que souvent il s'agissait d'urbains qui par la suite avaient peu de contact avec le monde paysan. Ce diagnostic est certes sévère.

Mais il est une chose, dans le cas précis de nos éleveurs de moutons, si leur savoir faire pratique est immense, il leur manque des connaissances de base essentielles.

Nos éleveurs remplissent la panse de leurs moutons de paille et d'orge. Cela n'apporte que de l'énergie, mais pas d'azote. Ils ne savent pas que tout apport d'énergie doit être couplé à des apports d'azote. Résultats, en Algérie, on gaspille l'orge donné aux animaux alors que cette denrée est rare dans la steppe.

Une technique simple de sélection consiste à peser les agneaux. A 30 jours, leur poids indique les qualités laitières de leur mère. A 70 jours, ce poids indique l'aptitude bouchères de l'animal. Ces deux éléments sont vitaux afin de rentabiliser un aliment rare en steppe. Il suffit pour cela d'une simple balance et d'un peu d'organisation. Mais cela, nous ne le faisons pas.

### FORMER LES ELEVEURS

La solution passe par la formation des éleveurs de moutons. Il y a un moyen : par le biais de la vente d'orge ou de l'accession au crédit. Le principe pourrait être le suivant : vous voulez de l'orge ou un crédit ? OK, mais alors, il vous faut assister à 4 séances de formation de par exemple 2 heures chacune. Qui pourrait donner ces séances ? Toute personne travaillant dans les circuits agricoles. Un programme simple de base pourrait être établi par les autorités compétentes. Il y a urgence à lancer un test au niveau d'une daïra et d'en tirer les conclusions pour d'éventuelles généralisation.

Mais on ne peut laisser la petite paysannerie algérienne dans cette ignorance de techniques simples. La même démarche pourrait être réalisée avec les producteurs de céréales. Certes, des équipes de l'ITGC ou de l'INPV s'activent sur le terrain, mais il faut amplifier la formation agricole de base. Nous avons des agriculteurs qui travaillent parfois comme à l'époque de l'Emir Abdel Kader.

Certes, la formation ne lèvera pas tous les blocages qui entravent le développement agricole. Mais il ouvre des portes.

## BLE DUR

# Trafic de blé dur importé.

## CCLS, conserver des échantillons pour analyse.

### TRAFIC DE LIVRAISONS DE BLE DUR

Djamel BELAID 13.07.2017

Le correspondant d'El Watan dans la wilaya de Tiaret dénonce dans l'édition du 13.07.2017 de fausses livraisons de blé dur dans les docks de l'OAIC. Selon lui, du blé importé et cédé par l'OAIC à des minoteries au prix de 2500 DA le quintal est présenté au niveau des CCLS comme étant issu de la production locale. Les CCLS achètent alors ces lots de blé à raison de 4500 DA le quintal.

Au delà du courage du journaliste dénonçant de tels agissements, on peut se demander quelles mesures simples pourraient permettre de lutter contre ce type de fraude. Celles-ci sont de plusieurs ordres :

- analyser l'historique des livraisons d'une exploitation,
- prélever un échantillon de toute livraison réalisée au niveau des CCLS. Echantillon qui devrait être cacheté et conservé une année au moins à des fins d'analyses.
- réaliser des analyses concernant les impuretés de l'échantillon,
- réaliser des analyses concernant la composition de l'échantillon.

### ANALYSE DE L'HISTORIQUE DES LIVRAISONS

Dans les cas de fraudes, outre sa production, l'agriculteur livre à la CCLS des remorques de blé importé. L'addition de ces deux origines implique donc d'importants volumes.

**En comparant avec les moyennes annuelles** livrées habituellement par l'agriculteur, on peut donc soupçonner un cas de fraude. Surtout si l'agriculteur n'est pas concerné par des mesures telles : développement récent de l'irrigation ou exploitation de nouvelles terres.

**Un autre moyen de vérification** concerne les quantités de semences, engrais, produits phytosanitaires et carburants achetés durant la campagne agricole. En général, il existe une corrélation entre ces intrants et les hectares cultivés.

### ANALYSES CONCERNANT LES IMPURETES DE L'ECHANTILLON

Les céréales importées le sont selon un cahier des charges établi par l'OAIC. Ce cahier des charges est extrêmement strict. Il prévoit notamment que les lots de blés importés ne doivent pas contenir d'impuretés. Celles-ci concernent essentiellement les graines provenant de mauvaises herbes, d'autres cultures (lentilles, colza ...) ou d'autres céréales (orge ou avoine). Le faible niveau d'impuretés dans les lots des blés importés est lié d'une part à la haute maîtrise technique des agriculteurs étrangers, notamment dans le cas du désherbage et d'autre part à la maîtrise des organismes de stockage. Ces derniers savent éliminer toute présence de graines de mauvaises herbes dans les lots de blé dans leurs silos.

### ANALYSES CONCERNANT LA COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

Les blés locaux sont souvent affectés par le stress hydrique en fin de cycle. Aussi, les poids spécifiques sont faibles et le taux de protéines élevé (jusqu'à 17% contre 12% en moyenne pour les blés importés). Par ailleurs, chaque variété de blé possède une signature biochimique. Trois grains de blé suffisent pour analyser par électrophorèse les protéines. On peut alors observer des bandes caractéristiques qui correspondent aux différents types de protéines, notamment les gliadines et les gluténines. Ces techniques d'analyses sont à la portée de nombreux laboratoires universitaires algériens et de ceux de l'Institut Technique des Grandes cultures. Comme les variétés cultivées en Algérie sont différentes de celles qui sont importées, une simple analyse en laboratoire permet de déterminer le nom des variétés de blé dur constituant un lot.

### SANCTIONNER LOURDEMENT LES FRAUDEURS

Il apparaît donc que la simple prise d'échantillons de blé permet une identification de l'origine des lots : production locale ou importation. Certes, cette identification se fait à posteriori, c'est à dire après que les grains aient été réceptionnés et que le versement financier ait été opéré. Mais, dans un Etat de droit, rien n'empêche qu'après analyse, l'opérateur fraudeur soit identifié et lourdement sanctionné.

## A PROPOS DU MANQUE D'EAU A ANNABA

### Des mesures pratiques pour économiser l'eau

#### A PROPOS DU MANQUE D'EAU A ANNABA

D. BELAID 4.09.2017

La presse rend compte d'un manque d'eau à Annaba. Quelques propositions à ce sujet :

1 - LUTTE CONTRE L'ENVAISEMENT DES BARRAGES : En climat-semi aride, l'envasement des barrages est un réel problème. Outre les conditions climatiques, les activités des agriculteurs peuvent avoir une influence négative (déforestation, labour, pâturage excessif). Ces risques et les solutions sont connues des cadres des ministères concernés et de nos universitaires.

2 - PROTEGER LES BASSINS VERSANTS : L'exemple de Annaba montre qu'il faut d'urgence développer des actions de protection des bassins-versants de nos barrages. L'information et l'association des populations paysannes vivant dans ces zones est indispensable afin d'assurer le succès de ce type d'opérations.

3 - INTERDIRE LE LABOUR : sur les bassins les labours doivent être interdits. Ils peuvent provoquer annuellement l'érosion de plus de 4 T de terre par hectare. Terre qui se dépose dans les barrages. Le labour peut être remplacé par des semoirs spéciaux permettant un semis direct sous couvert.

4 - REGLEMENTER LE PATURAGE : Les zones non cultivées du bassin versant doivent être interdites au pâturage intensif. Celui-ci doit être mené de façon à maintenir une végétation retenant le sol. Seule cette végétation peut protéger le sol des pluies torrentielles.

5 - DEVELOPPER LA RECHARGE DES NAPPES : Il existe différentes méthodes afin de capter l'eau de

ruissellement de pluie. Des obstacles à ce ruissellement permettent une recharge naturelle ou artificielle des nappes phréatiques. Notre pays est particulièrement en retard par rapport aux façons de faire de nos voisins immédiats.

6 – TOILETTES SECHES : Ceci dit, pour un habitant de Annaba résidant au 4ème étage d'un immeuble de telles mesures n'assureront pas le retour immédiat de l'eau. La question posée est donc de mieux utiliser l'eau potable. Il existe divers moyens. Faut-il utiliser de l'eau potable dans les toilettes ou pour laver nos voitures? Ne peut-on penser à une simple eau de pluie ou aux « eaux grises » nettoyées venant de nos salle d bain? Dans les écoles, lycées et universités, ... pourquoi ne pas développer des toilettes sèches ? Il s'agit de développer des systèmes innovants tels la récupération de l'eau due pluie sur les terrasses des habitation.

7 – EAU, POUR UNE VERITE DES PRIX : Que ce soit en Algérie ou à l'étranger, différentes études montrent qu'un consommateur ne change d'habitude que sous deux conditions : l'éducation à l'économie d'eau, le toucher au porte-monnaie. Aussi, concernant l'eau, l'augmentation du prix de l'eau est un mal nécessaire. Cependant, il s'agit d'opter pour un régime dégressif protégeant les ménages mais pénalisant les gros consommateurs.

Djamel BELAID Ingénieur agronome.



**Adopter de nouvelles façons de faire****PREPARER LA CAMPAGNE LABOUR-SEMAILLES**

Djamel BELAID 5.09.2017

**PRODUIRE PLUS DE SEMENCES CERTIFIÉES**

Les fermes pilotes, stations ITGC, agriculteurs multiplicateurs et CCLS produisant des semences certifiées sont à féliciter. Grâce à l'ensemble de ces efforts l'utilisation de semences certifiées progressent. Ces semences permettent de meilleurs rendements.

**AMELIORER LA PRODUCTION DE SEMENCES DE FERME**

Un grand nombre d'agriculteurs utilisent encore des semences de ferme. Il s'agit de les aider à s'équiper afin de mieux trier leurs semences et afin de les traiter. Pour cela, il s'agit d'importer puis de fabriquer des trieurs de semences. Ceux pourraient être mobiles et aller de ferme à ferme. Quant au traitement des semences contre les maladies et insectes, une simple bétonnière peut servir afin de réaliser le mélange adéquat.

**NE PLUS UTILISER L'EXPRESSION CAMPAGNE LABOUR-SEMAILLES**

Le terme de «labour-semaillages» est impropre. En effet, certaines exploitations céréalières ne labourent plus leurs parcelles. Elles pratiquent le semis-direct. Cette technique permet de protéger le sol de l'érosion et d'améliorer la fertilité du sol. Les rendements sont meilleurs, surtout en années sèches et les coûts de carburant sont réduits. Autre avantage, le travail est plus rapide et permet de semer le blé et l'orge à temps. Il faut savoir que tout retard de semis se traduit par une perte de rendement.

**TRANSFORMER SON SEMOIR**

L'avantage du semis direct est tel que, chaque fois que cela est possible, nous conseillons à tout céréalier de transformer son semoir conventionnel en semoir pour

semis direct. Certains vieux épandeurs d'engrais peuvent également être ainsi transformés. On trouvera sur internet des informations en ce sens en consultant les travaux des experts australiens et syriens au sein de l'ICARDA\*.

**OU EN EST LA PRODUCTION DU SEMOIR BOUDOUR ?**

Tout agriculteur, responsable agricole, wali ou sous-préfet doit se préoccuper de la disponibilité en semoir pour semis-direct afin de garantir le succès de la campagne de semis des céréales. L'une des premières préoccupations est de se renseigner sur le niveau d'avancement des semoirs « Boudour » au niveau de l'unité CMA-SOLA de Sidi Bel-Abbès. Après la production d'un prototype, c'est le black-out total. Rappelons qu'en Syrie, entre 2006 et 2011, avec des moyens très simples, 7 ateliers de ferronnerie ont produit 92 semoirs pour semis-direct.

**DISPONIBILITÉ EN TRACTEURS**

Afin d'améliorer la disponibilité des tracteurs, il serait intéressant de développer les cercles d'échanges de matériel. Ces cercles peuvent couvrir une petite région. Chaque adhérent indique le matériel qu'il met en location. Grâce à internet ou le téléphone portable, un animateur met alors en relation demandeurs et offreurs. Il s'agit de « bourses de matériel » qui peuvent être développées au sein de Chambre d'Agriculteurs ou par des opérateurs privés moyennant une commission.

**Notes :**

(\*) taper sur google les mots clé « zero till, seeder, Icarda, Syria, Iraq »

**R**

# CEREALIERIS: REDUISEZ VOS COUTS DE CULTURE!

## Agir sur les charges de mécanisation et les intrants.

### CEREALIERIS : REDUISEZ VOS COUTS DE CULTURE !

D. BELAID. 14.09.2017

Selon la presse nationale, le Premier ministre aurait indiqué à ses interlocuteurs « qu'avant la révision de la loi sur la monnaie et le crédit, les autorités n'avaient pas de quoi payer les salaires des fonctionnaires pour les deux derniers mois de l'année ». Face à la crise financière que risque de connaître le pays, les producteurs de céréales doivent s'adapter afin de faire face à d'éventuelles réductions des subventions publiques. Celles-ci sont nombreuses et prennent différentes formes. Rappelons quelques unes des subventions actuelles. Les prix à la production du blé dur sont de 4500 DA/quintal, et sont garantis quelque soient les fluctuations sur le marché international. Nombre de crédits sont attribués à des taux anormalement bas. Quant au matériel agricole, il peut être cédé au deux tiers de sa valeur comme c'est le cas des moissonneuses-batteuses SAMPO.

Dans un tel contexte, il s'agit donc pour chacun de réduire les coûts d'implantation des céréales. Des solutions existent.

**Semences.** La solution consiste à n'acheter à la CCLS qu'une partie de ses besoins en semences certifiées. Le but est de produire soit même chaque année des semences de fermes de qualité (blés épurés, grains triés puis traités). Cette façon de faire ne s'improvise pas, elle nécessite un certain savoir-faire. L'idée est de jouer au producteur de semences pour son exploitation, voire pour approvisionner ses voisins. L'achat annuel d'une partie de semences certifiées permet d'accéder à de nouvelles variétés et de régénérer celles cultivées au niveau de l'exploitation.

**Labour.** Le labour est l'un des postes où les dépenses sont les plus élevées. La solution peut être de progressivement travailler une partie des parcelles au chisel. Cette solution a le mérite de la rapidité

d'exécution. Cependant, il s'agit de veiller à la qualité du désherbage. Une autre solution est de passer au semis direct (SD). Nombre de concessionnaires importent différents modèles. En absence de semoir pour semis direct, il est possible de transformer un semoir conventionnel en semoir pour semis direct (voir nos dossiers sur ce sujet). Le SD permet de réduire de 40% en moyenne les coût de mécanisation. La rapidité du semis permet de semer à temps ses parcelles et de faire de l'entreprise agricole en semant les parcelles de ses voisins. Le SD nécessite cependant un désherbage adéquat.

**Engrais :** Azote et Potasse, laissez plus de chaume sur le champs car ils sont riches en azote et potasse. Azote, intercaler des légumineuses fixatrices d'azote atmosphérique dans la rotation ; exemple : lentilles, pois-chiche, féverolle. Vous pouvez ainsi gagner en moyenne 30 unités d'azote/ha. Phosphore, utiliser du M.A.P ou D.A.P à la place du super phosphate 46%. Le SP 46% est peu efficace en sol calcaire. Localiser les engrais sur la ligne de semis lors du semis (voir nos dossiers) permet de réduire les doses.

**Désherbage :** En situation semi-aride la concurrence du blé par les mauvaises herbes pour l'eau constitue l'un des facteurs les plus limitants du rendement. Désherbez en post-levée dès l'automne. Il est intéressant de tester le désherbage de pré-émergence avec de la trifluraline (voir nos dossiers). Attention, ce type de désherbage exige plus de technicité. Pratiquez le désherbage mécanique en binant vos blés avec une herse étrille ou houe rotative. Ces engins peu sophistiqués peuvent être fabriqués chez un artisan soudeur ; (voir nos dossiers et les vidéos d'Arvalis.fr sur you tube).

**Stockage à la ferme :** Revendiquez auprès des pouvoirs publics le droit au stockage à la ferme. Avantages : réduire les frais d'attente lors des livraisons aux CCLS. Il y a ainsi possibilité de créer des lots homogènes riches en protéines. Les transformateurs

devraient vous donner une prime pour ce type de blé améliorateur (barème inexistant actuellement en Algérie).

**Technicité :** Améliorer le niveau technique revient à augmenter le rendement. Solutions : irrigation, choix variétal, double désherbage chimique, pulvérisation foliaire d'engrais (potasse et phosphore), traitement fongicide sur les variétés sensibles, lutte contre les semences de mauvaises herbes (récolte et élimination des « menues pailles, voir nos dossiers).

**Transformation du grain:** Le concept consiste à valoriser sur l'exploitation le grain et ne plus le rétrocéder tel quel. Produire de la farine ou de la semoule bio (voire du couscous bio). Fabriquer du blé malté (améliorant de la farine en boulangerie). Voir le site de la Compagnie Française des Ingrédients et Améliorants. Fabriquer du « frik » à partir d'épis verts de blé dur grillés dont les grains sont concassés (produit très demandé dans le Constantinois).

**Transformation :** Les céréaliers désirant transformer leurs grains en farine ou en semoule doivent revendiquer le droit à bénéficier des mêmes compensations financières offertes aux minoteries. Achetez un broyeur et apprenez à fabriquer de la semoule et pourquoi pas du couscous. C'est là qu'il y a du bénéfice. Certes, le couscous roulé à la main revient cher. Mais s'il est bio et réalisé à partir de bons blés, il y a une opportunité de vente auprès des classes

moyennes.

**Qualité du blé dur:** Développer une politique de qualité du blé dur par la maîtrise de l'apport d'azote (voir la vidéo Saba-Plus Fertilisation azotée). But d'une commercialisation dans un circuit court pour des consommateurs recherchant une semoule de très grande qualité (voire une semoule bio). La difficulté réside dans l'absence de restitutions financières publiques permettant de bénéficier du soutien des prix à la consommation. Il s'agit de viser un marché de niche pour des consommateurs disposant de revenus conséquents.

**Travailler à plusieurs.** Il s'agit d'un moyen efficace afin de réduire les coûts de mécanisation par l'échange de matériel entre exploitations voisines. Commencez par travailler avec vos voisins pour le transport de vos engrais et semences. Pour les produits phytosanitaires, si vous faites une commande groupée entre voisins, une grosse commande peut vous permettre d'obtenir des rabais. Invitez avec vos voisins des techniciens pour la visite de vos parcelles ou pour discuter en salle des nouveaux produits.

C'est au chef d'exploitation de choisir en fonction de sa situation, la stratégie à mettre en œuvre.

# Réunion des agronomes des pays arabes.

## Développer les synergies entre pays.

### REUNION DES AGRONOMES DES PAYS ARABES

Djamel BELAID 8.11.2017

On ne peut que se réjouir de la rencontre début novembre des associations des ingénieurs agronomes des pays arabes. Malgré le déficit général en produits alimentaires des pays arabes, il existe des réussites.

#### REUSSITES AGRICOLES DANS LES PAYS ARABES

Avant l'agression dont est l'objet la Syrie, ce pays était auto-suffisant en de nombreux produits céréaliers. La Tunisie est auto-suffisante en lait, elle est l'un des plus grands exportateurs d'huile d'olives. Selon les années et grâce à ses récoltes de canne à sucre et betterave à sucre, le Maroc assure plus de 50% de ses besoins en sucre. Par ailleurs, les maraîchers marocains possèdent une grande expérience des serres multi-chapelles.

#### CEREALES EN SYRIE ET IRAK

Ces deux pays possèdent une grande expérience dans la culture des céréales en conditions sèches. De 2005 à 2011, grâce à un transfert de technologie d'ingénieurs australiens, des ingénieurs et artisans syriens ont produit près d'une centaine de semoirs pour semis direct. En Irak, ce sont des kits de conversion de semoirs conventionnels en semoirs pour semis direct qui ont été produits. La technique du semis direct, permet de cultiver à moindre coût les céréales en milieu semi-aride non-irrigué.

#### EGYPTE, UN SEMOIR POUR L'IRRIGATION PAR SUBMERSION

En Egypte, un ingénieur a conçu un semoir permettant de semer des céréales dans les champs irrigués par submersion. Lors des crues du Nil, l'eau est utilisée pour irriguer les champs. Les techniques traditionnelles provoquent un gaspillage d'eau. Ce semoir permet de tracer, tous les 4 rangs de semis, des rigoles assurant une meilleure répartition de l'eau dans les champs. Un tel engin serait très utile en Algérie où subsistent des zones avec irrigation par submersion (cas de la steppe avec l'épandage de crue).

#### MAROC, PRODUCTION LOCALE DE SUCRE

Regroupés autour de l'agro-industrie, dont la Comumar.ma, des agriculteurs marocains produisent de la betterave à sucre. Certains d'entre eux possèdent une large expérience. Ils utilisent des semences monogermes, une fertilisation adaptée et le désherbage chimique. Ce type de semences permet d'éviter la laborieuse opération manuelle de démarriage. La mécanisation de la récolte permet de réduire le recours à la main d'oeuvre.

#### FAVORISER LES ECHANGES ENTRE AGRONOMES

Comment favoriser les échanges d'expériences entre ingénieurs des pays arabes ? Certes, il y a les rencontres entre personnes des différents pays. Mais internet offre de larges perspectives. On pourrait penser à un site internet traitant des réussites dans ces différents pays. Un forum pourrait permettre des échanges entre personnes. Par ailleurs, il s'agit de valoriser les expériences des différents organismes de développement agricole intervenant dans ces pays.

# SMAIL CHIKHOUNE, UN IGNORANT EN AGRICULTURE.

**Quand ignorants et charlatans conseillent ministres et walis.**

**SMAIL CHIKHOUNE, UN IGNORANT EN AGRICULTURE**  
**Quand ignorants et charlatans conseillent ministres et walis.**

Djamel BELAID 9.12.2017

<https://youtu.be/oj9bpOpxuvU>

S'exprimant ces jours-ci sur la télévision Ennahar, Mr Smail CHIKHOUNE, président du Conseil d'Affaires algéro-américain a déclaré que les grands projets agricoles en Californie n'avaient jamais posés de problèmes. Il s'exprimait à propos du projet de Brizina (W d'El Bayadh).

Or, il est connu que la Californie manque d'eau. Et le grand coupable, après la ville de Las Végas, se nomme Imperial Valley. La revue Sciences et Avenir rappelle qu'il s'agit « d'une riche région agricole du sud de la Californie sur 191000 hectares en plein désert, alimentée en eau par les 132 km de l'All-American Canal qui détourne le Colorado depuis la frontière mexicaine ».

Faire de l'agriculture en zone sèche consomme énormément d'eau. L'Arabie saoudite l'a appris à ces dépens. Dans ce pays, la culture sous pivot en plein désert alimentée par l'eau des nappes phréatiques « ground-water economy » a été arrêtée sous ordre express du roi. Ce type d'agriculture a vidé les nappes du royaume. Situé dans un des déserts les plus arides du monde, l'absence de pluies ne permet par une réalimentation des nappes phréatiques. Les pivots ont donc été abandonnés et rouillent maintenant en plein désert.

## L'EAU ALGERIENNE AUX ALGERIENS

En Algérie, tout projet agricole doit donc tenir compte du renouvellement des ressources hydrauliques. En matière de projets, il s'agit avant tout de tenir compte de la parole de nos experts en hydraulique. Nos ministres ne doit pas écouter des ignorants et des charlatans qui promettent monts et merveilles.

L'Algérie est un pays qui manque d'eau. Aussi parler d'exporter des produits agricoles, c'est également

exporter l'eau qui a servi à faire pousser ces produits. Avons nous assez d'eau pour penser à nourrir les Européens ? L'eau algérienne doit servir avant tout aux Algériens. La crise de l'eau qu'ont connu cet été de grandes villes comme Sétif ou Annaba doit nous rappeler qu'en Algérie l'eau est une ressource rare.

## POUR DES PROJETS AGRICOLES DURABLES

Il ne s'agit pas de mettre en garde contre ces méga-projets car ils sont américains. Nous leur reprochons de ne pas assez tenir compte de l'aspect renouvellement de l'eau. Puiser dans nos réserves d'eau souterraine nécessite de mettre en œuvre des ouvrages hydrauliques permettant l'infiltration des eaux de pluie. Les agriculteurs du sud algérien ou du sud tunisien possèdent une large expérience en matière de mobilisation des eaux de surface. Le plus souvent, il s'agit de petits ouvrages de pierres. Il nous faut vulgariser et amplifier ce genre d'ouvrages. Le Haut Commissariat au Développement de la Steppe a commencé à édifier, avec succès, dans des oueds des ouvrages d'épandage de crues.

Par ailleurs, nous faut-il vouloir suivre aveuglément le modèle de consommation français qui privilégie les produits laitiers et le fromage ? Il est étonnant d'entendre l'un des responsables français de Danone-Djurdjura souhaiter amener la consommation locale en yaourts au niveau de celui qui se fait en France. Rappelons que légumes secs et champignons constituent une source de protéines au même titre que les protéines animales. Or, si pour produire un kilo de viande de bœuf, il faut 15 000 litres d'eau, il n'en faut que 50 pour produire 1 kg de lentilles et seulement 15 pour produire 1 kg de champignons.

On peut s'étonner que par exemple un producteur de pastèques (produit très peu nourrissant) bénéficient des mêmes subventions en matière d'hydraulique et de prêts agricoles qu'un producteur de céréales.

## POUVOIRS PUBLICS, LE TEMPS DU COURAGE

Face aux défis que posent l'alimentation de 40 millions d'Algériens, il est temps que les pouvoirs publics élaborent une stratégie de développement agricole durable. Cela nécessite de tenir compte de différents domaines d'expertise et non pas d'ignorants et de

charlatans appâtés par le gain facile et rapide.

Aux agriculteurs et consommateurs également de prendre conscience de ces défis et de peser sur la destinée du pays par des choix rationnels. Il en va de

l'avenir du pays. Rappelons que le Vénézuélien moyen a perdu 8,5 kg en 2016 en raison de la crise alimentaire que connaît ce pays pétrolier.

## GLYPHOSATE

# DEBAT SUR LE GLYPHOSATE, SOMMES-NOUS CONCERNES?

## DYSFONCTIONNEMENTS DU BINOME OGM-GLYPHOSATE

### DEBAT SUR LE GLYPHOSATE, SOMMES-NOUS CONCERNES?

Djamel BELAID 13.10.2017

Ce matin la radio France-Inter a consacré une partie de sa matinale à la question du glyphosate. Il s'agit de cet herbicide soupçonné d'être cancérigène. Des associations de consommateurs demandent sont interdiction alors que les syndicats agricoles ont déjà manifesté pour demander son maintien. En Algérie, sommes-nous concernés par ce débat?

#### SUR LA NOCIVITE DU GLYPHOSATE

Concernant la prétendue nocivité du glyphosate les études réalisées sont contradictoires. Un organisme scientifique a mis cet herbicide sur le même niveau de dangerosité que la charcuterie. Bref, actuellement, il n'y a pas consensus.

#### GLYPHOSATE, UN PRODUIT MONSANTO

Si les écologistes français ont en ligne de mire le glyphosate, c'est avant tout à cause de sa maison mère : Monsanto. En effet, bien que tombé dans le domaine public et fabriqué massivement en Chine ou en Australie, le glyphosate traîne la sale réputation de Monsanto. Celle-ci est en effet à l'origine des fameuses semences OGM « Terminator » vendues aux agriculteurs indous. Ces semences produisent des graines comestibles, mais elles sont stériles. L'année suivante, les agriculteurs ne peuvent pas les replanter et sont donc obligés d'en racheter à la multi-nationale. Face aux protestations, la multi-nationale a abandonné l'idée de commercialiser les semences Terminator.

Mais, afin d'obliger les agriculteurs à racheter chaque année des semences OGM et le glyphosate qui permet de désherber ces variétés résistantes à cette molécule, la multi-nationale a encouragé la délation entre agriculteurs. Ainsi, aux USA, des agriculteurs ayant gardé une partie de leur récolte issue de semences OGM Monsanto, pour les re-semer l'année suivante ont parfois été dénoncé par des voisins et poursuivis en justice.

Enfin, lors de la guerre du Vietnam, ce genre d'herbicide a été utilisé par les USA comme défoliants.

C'est dire la triste réputation que traîne le glyphosate.

#### LES OGM INTERDITS EN FRANCE ET EN ALGERIE

La France et l'Algérie n'autorisent pas l'utilisation en agriculture d'OGM. Ce n'est pas le cas de pays grands exportateurs de céréales et soja tels les USA, le Canada, l'Argentine, le Brésil, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande.

#### LES DYSFONCTIONNEMENTS DU BINOME OGM-GLYPHOSATE

Les premières années, les cultures OGM possédant une résistance au glyphosate permettent un désherbage très efficace. La pulvérisation de l'herbicide sur la culture détruit les mauvaises herbes à l'exception des plantes cultivées. Cependant, l'utilisation répétée de cette façon de procéder peut conduire à l'apparition de résistances. Certaines mauvaises herbes deviennent résistantes au glyphosate. Au lieu d'alterner d'autres cultures et d'autres méthodes de lutte, certains agriculteurs persistent dans la seule utilisation du binome OGM-GLYPHOSATE. De ce fait, les quelques mauvaises herbes résistantes se multiplient et deviennent envahissantes obligeant l'agriculteur à repasser plusieurs fois dans son champs avec des doses doubles ou triples. Dans ces cas là, il y a un surdosage des quantités de glyphosate et donc d'éventuels risques sanitaires pour les populations limitrophes des champs et les consommateurs.

#### Mme ROBIN, EN UN COMBAT DOUTEUX...

Il y a dix ans, en France, excédée par l'attitude de la multi-nationale sur le dossier des semences, une journaliste s'est intéressée aux semences OGM de Monsanto. Elle édité un livre et a produit un film « Le monde selon Monsanto » qui a connu une large diffusion.

#### MONSANTO COMME FOND DE COMMERCE

Ce matin, cette journaliste était l'invité de France-Inter et a mené un procès à charge contre Monsanto sans qu'une personne d'avis contraire ne soit invité. On notera ici le manque d'éthique journalistique de la chaîne en question.

Si le combat de Mme ROBIN est noble, il se doit de se

baser sur des éléments objectifs et non pas cultiver les peurs des consommateurs face à certains excès de l'agro-chimie. Sinon son combat s'apparente plus à un fonds de commerce lui permettant d'exister sur la scène médiatique.

#### LE GLYPHOSATE, PIERRE ANGULAIRE DE L'AGRICULTURE DE CONSERVATION

Ce débat franco-français nous concerne en Algérie. Pourquoi ? Car pour remplacer la pratique du labour qui favorise l'érosion des terres agricoles (jusqu'à 4 tonnes de terre emportée par hectare et par an), il nous faut désherber le sol avant semis. Or, pour le moment, le glyphosate est un herbicide irremplaçable.

Certes, à l'automne, en zone semi-aride, les mauvaises herbes sont moins problématique qu'en Europe où les pluies estivales permettent des repousses de mauvaises herbes dès la mi-juillet.

#### PRODUIRE DES BINEUSES EN ALGERIE

En Algérie, pour sortir de la spirale des importations agricoles, herbicides et autres produits phytosanitaires sont des outils indispensables. Il faut savoir qu'un champ de blé non désherbé voit automatiquement son

rendement amputé de 50%. En effet, l'humidité du sol et les engrais apportés par l'agriculteur profitent autant à la culture qu'aux mauvaises herbes.

Mais, parallèlement à l'utilisation des herbicides, il s'agit de développer les bineuses et autres outils de désherbage mécanique telles les herse étrilles et houes rotatives développées en Europe par l'agriculture bio. Par ailleurs, en situation extensive et en présence d'un élevage de mouton sur l'exploitation, le pâturage des céréales en hiver permet de réduire les mauvaises herbes.

Mais en attendant ces solutions, le glyphosate restera l'allié des agriculteurs contre les mauvaises herbes et l'allié des consommateurs pour une meilleure autosuffisance alimentaire. Espérons que les autorités du pays sauront séparer l'ivraie du bon grain et ne se laisseront pas parasiter par les débats de bo-bo parisiens.



# SECHERESSE A BOUIRA, OLIVIERS EN PERIL

## Une culture stratégique pour l'emploi rural.

### SECHERESSE A BOUIRA, OLIVIERS EN PERIL

Djamel BELAID 9.10.2017

Afin d'illustrer son article sur la sécheresse qui à Bouira « menace des milliers d'oliviers » Omar Arbane, journaliste à El-Watan publie dans l'édition du 5.10.2017 une photo alarmante. C'est celle d'oliviers aux feuilles jaunies par la sécheresse. S'agit-il d'une photo prise à Bouira ou d'une photo récupérée sur internet et venant d'autres lieux?

Tout pense à croire qu'il s'agit d'une photo prise à Bouira. Habituellement les feuilles des oliviers ne jaunissent pas avec l'automne. Ce jaunissement est donc très inquiétant. Comme le note avec justesse Omar Arbane, c'est le signe d'un dépérissement pour cause de sécheresse.

### UN DEPERISSEMENT VU AUSSI EN FRANCE

Cette année, ce phénomène ne concerne pas seulement l'Algérie. En France, près d'Alès, plusieurs oléiculteurs font remarquer qu'à ce jours, il n'y a pas eu de pluies significatives après l'été. Alors que septembre est synonyme de « Gardonades », c'est à dire de grosses chutes de pluies accompagnées de crues sur la rivière Gardon, cet automne est marqué par une poursuite de la sécheresse estivale.

Toujours près d'Alès, un responsable de coopérative oléicole âgé de 75 ans note qu'il n'a jamais vu cela. La récolte des olives pourra avoir lieu dès la Toussaint alors que traditionnellement les olives ne sont mures qu'après. Cette année, dans la région nombre d'oliveraies avaient des fruits ridés par le manque d'eau. Et les agriculteurs qui en avaient les moyens ont procédé à l'irrigation des oliviers. D'autres ont mobilisé des moyens de fortune pour apporter un peu d'eau aux arbres. Telle cette petite exploitation où le pulvérisateur a servi de citerne d'eau pour apporter 50 litres d'eau à chaque arbre.

### QUE FAIRE CONTRE LES COUPS DE SEC

Cette situation est préoccupante. Certains arbres risquent de ne pas survivre à ce coup de sec. L'immédiat est de tenter de les sauver en assurant une irrigation d'appoint par des moyens de fortune. Les pluies automnales ensuite permettront le retour à la

normale.

Pour les campagnes agricoles futures il s'agit de développer l'irrigation par goutte à goutte. Dans le cas des vieilles plantations sans trop de moyens, il s'agit de développer différentes mesures permettant de valoriser les pluies.

Afin de favoriser la transpiration d'eau par le feuillage, il s'agit de réaliser une taille adaptée. Combien de fois, il est laissé sur des arbres des branches dites « gourmands ». Celle-ci produisent des feuilles au détriment des fruits. Il s'agit de leur faire une chasse féroce. De telles branches appauvrissent l'arbre.

Dans les sols en pente, il s'agit de confectionner des cuvettes en demi-lune afin de retenir les eaux de pluie auprès du pied de l'arbre.

### APPEL AUX URBAINS

Lorsque l'on détient des oliviers dans la famille, il est intéressant d'aller voir comment sont menés ces arbres par les « aînés ». Nous conseillons vivement à chacun d'aller sur les terres familiales aux moments clé : taille au printemps, irrigation en été et bien sûr récolte à la fin de l'automne. Des interventions ponctuelles à des moments clé de l'année peuvent permettre de rendre rentable une vieille oliveraie auparavant menée de façon traditionnelle.

### REDUCTION DES COUTS ET VALEUR AJOUTEE

Actuellement, nombre d'oliveraies sont handicapées par le coût de la main d'oeuvre. Face à cela plusieurs techniques sont possibles. Dans le sud de la France, il existe des oliveraies de 1000 arbres uniquement travaillés par un couple mari et femme.

C'est dire combien de solutions organisationnelles et techniques existent afin de valoriser le potentiel d'une exploitation. Nous en voyons deux principalement.

L'une des premières actions concerne la hauteur des arbres. Celle-ci ne doit pas dépasser les 2,5 mètres de haut. Il faut rabattre les charpentières et les gourmands qui grimpent vers le ciel. C'est à cette seule condition qu'il est possible de récolter plus vite. La main d'oeuvre ne doit pas avoir à grimper sur les branches ou à utiliser des échelles. Ce sont les branches qui doivent être à disposition du personnel de récolte et non pas l'inverse. L'utilisation de peigne mécaniques permet également

d'augmenter la productivité.

La seconde concerne la trituration des olives au moulin. Tout doit être fait afin de réaliser une trituration d'olives fraîchement récoltées et sans feuilles. Cela afin de commercialiser une huile de bonne qualité à des prix supérieurs dans un réseau de commercialisation avec le moins d'intermédiaire possible. En Algérie, et à l'étranger, la demande est telle, qu'il est possible de valoriser l'huile de qualité.

Retrouver une bonne rentabilité à une oliveraie permet d'augmenter les salaires de la main d'oeuvre et donc de résoudre la question des pointes de main d'oeuvre lors de la récolte. Il incombe également aux pouvoirs publics d'assurer un soutien adapté à la filière oléicole. Celle-ci permettant de compenser l'importation d'huiles étrangères.

## L'entraide pour résister à la crise

---

### INFLATION A DEUX CHIFFRES, MISEZ SUR LE JARDINAGE

Djamel BELAID 22.07.2017

Selon un ancien ministre des finances, le recours à la planche à billet risque de provoquer en Algérie une inflation à deux chiffres et plus. C'est carrément un scénario à la vénézuélienne qui nous est ainsi annoncé. Il est à espérer une remontée rapide du cours du pétrole ainsi qu'une mise au pas rapide de la politique d'importation de produits chinois et turcs. Sinon, il ne reste plus qu'à miser sur le jardinage pour réduire vos dépenses alimentaires.

#### PLANTER DES LEGUMES

Si vous avez un bout de jardin à vous, au pied de votre immeuble ou au douar, planter des légumes est la chose la plus facile à faire. Le retour sur investissement est rapide. Pas la peine de cultiver un grand espace. Ne soyez pas trop ambitieux, car le jardinage exige un fort investissement en temps. Notamment pour le désherbage. Un conseil, selon la saison, commencez par des courgettes ou des fèves. C'est le plus facile. Même chose pour les tomates et les pommes de terre. Sauf que les pommes de terre exigent beaucoup de place.

#### CULTIVEZ SOUS SERRE OU SOUS TUNNEL PLASTIQUE

Une autre astuce, procurez vous une bâche en plastique transparente et quelques tiges de fer à béton. Formez des arceaux, recouvrez les du film plastique pour créer des tunnels sous lesquels vous cultiverez vos légumes lorsque les températures sont basses. Remarquez que c'est à ce moment là que les prix sont les plus élevés et donc que votre production aura le plus de valeur. Pour arroser, récupérez l'eau de votre cuisine. Il existe des dispositifs simples pour épurer l'eau de la salle de bain et l'utiliser pour l'irrigation du potager. Il est intéressant de récupérer l'eau de pluie en faisant arriver le tuyau de votre gouttière dans un réservoir (fut en plastique).

#### PAS DE JARDIN ? PLANTEZ DANS DES BACS !

Lorsque l'on dispose d'un balcon, d'une terrasse ou d'une cour, il est possible de cultiver dans des bacs. Avec des palettes, confectionner un bac en bois et remplissez le de terre et de terreau horticole que vous pouvez fabriquer en faisant un compost avec vos épluchures de fruits et de légumes. Sachez que 4 pieds de courgettes peuvent produire la consommation d'une famille moyenne pour toute une saison. Quant aux salades, la variété « feuille de chêne » se récolte en

enlevant feuilles par feuilles, ce que ne l'empêche pas de pousser. Puis ce n'est pas la surface qui compte mais l'intensification poussée de vos culture. Ainsi, un bac avec une bonne dose de terreau, arrosé régulièrement et disposant d'une ombrière (couverture de roseaux pour réduire la brûlure du soleil) en été et d'une bâche plastique lorsque les températures sont basses peut produire énormément.

De tels bacs peuvent être disposés sous une petite serre en plastique à armature en bois et installés sur votre terrasse. Même par temps de pluie, une tasse de café, un petit poste et une heure de désherbage permet de retrouver sa sérénité après le boulot ou lorsque les enfants sont trop bruyants dans votre 3 pièces. Surtout si vous n'êtes pas accroc aux « moussalssalattes » ou aux « diminios ».

#### UN POTAGER AU BOULOT

Si vous n'avez pas de jardin, pourquoi ne pas installer un potager avec des collègues dans l'enceinte même de votre lieu de travail? Cette tradition a existé dans nombre de domaines auto-gérés lors des années soixante dix. Alors, jeune agronome affecté dans un ces domaines, personnellement, j'avais un petit lopin que je binais après les heures de travail. Pour les administrations et entreprises qui ont souvent de l'espace, ce principe serait à remettre à l'ordre du jour.

Dans les années 80, à l'Institut National Agronomique d'El Harrach, un point de vente permettait au personnel d'acheter des fruits et des légumes dont d'excellents « avocats ». Pour la petite histoire, personne ne savait que les avocats qui tombait au sol dans un coin de la cour étaient des fruits qui pouvaient se manger. Ils pourrissaient au sol jusqu'à ce que chacun se rende compte de l'un intérêt. Moralité, sur le littoral, l'avocatier est adapté au climat local.

#### UN BAC A LEGUMES DANS MA RUE

Traditionnellement dans nombre de rues de l'intérieur du pays et notamment à l'Est, il est une tradition en été. Elle consiste à mettre une outre en peau de chèvre ou « guerba » pleine d'eau fraîche à la disposition des passants devant les commerces. Pourquoi ne pas poursuivre cette tradition en gérant un bac à légumes à même le trottoir ? Il s'agit du principe de « légumes pour tous » qui se développe à l'étranger. Selon le même principe, au pied d'un immeuble, il est possible de créer des potagers partagés. Les jardins publics municipaux devraient offrir quelques mètres carrés aux

citoyens comme le font certains mairies d'arrondissements de la ville de Paris. Les jardiniers des squares de nos villes devraient proposer des cours de jardinage et de compostage des bio-déchets. Pour inciter les urbains à redécouvrir le jardinage, ils pourraient également vendre à prix coûtant « el-nekla », des pieds de tomates, courgettes, poivrons...

#### PLANTEZ DES ARBRES FRUITIERS DANS LA COUR

Planter des arbres fruitiers permet d'avoir une récolte abondante de fruits. Le fait de disposer d'un figuier par exemple, assure des desserts mais aussi la possibilité de sécher les fruits ou de faire des confitures. Sur le littoral, orangers, mandariniers et citronniers peuvent vous assurer une large production. Il existe des citronniers 4 saisons qui produisent toute l'année. A l'intérieur du pays, un pommier bien mené vous assurera une belle récolte.

Les arbres fruitiers tels la vigne ou le kiwi ne prennent pas de place au sol. Un trou dans le bitume d'un trottoir devant sa maison ou le ciment d'une cour suffit. Pour choisir qu'elle espèce et qu'elle variété planter dans votre région regardez ce qui se fait autour de vous ou demandez conseil à un pépiniériste.

#### REMETTRE EN CULTURE LE LOPIN DU GRAND-PERE

Comme beaucoup d'urbains, vous avez quelques hectares de terre appartenant à votre famille ou à celle de votre conjoint. Alors, c'est le moment de les remettre en culture. Si vous ne vous voyez pas déménager dans un proche avenir pour offrir à vos enfants l'air pur de la campagne, commencez par planter des arbres fruitiers et des oliviers. Démarrez aussi un coin potager. Semées à la fin de l'hiver les fèves ne nécessitent pas d'arrosage. Les désherbages et binages peuvent être réalisés lors des week-end. Quant à la récolte, on peut l'étaler sur plusieurs semaines. Elle peut concerner les jeunes gousses, les grosses fèves ou les fèves une fois séchées sur pied.

Mais une telle opération peut-être l'occasion de penser à un retour futur à la terre pour ouvrir des gîtes touristiques et faire du fromage de chèvres.

#### ACHERER EN GROS FRUITS ET LEGUMES AVEC VOS VOISINS

Une solution peut être d'acheter en gros fruits et légumes chez un agriculteur. L'idéal est de se grouper entre membres d'une même famille ou entre voisins. Cela peut être le cas également entre membres d'un même service au boulot en profitant du déplacement régulier d'un véhicule de service. Afin de ne pas rester avec des invendus sur les bras, l'idéal est de se faire payer à l'avance (du moins en partie). Une fois que

l'habitude est prise, on peut fidéliser l'agriculteur et les consommateurs et procéder à des « abonnements » avec livraison d'un couffin chaque semaine. On se dirige alors vers un système de type AMAP dont l'association TORBA.dz est l'initiateur en Algérie.

#### PARTICIPER A LA CUEILLETTE DES OLIVES

Un autre moyen consiste à récolter directement au champs. Cette technique est très développée à l'étranger et notamment en France. Les consommateurs ont directement accès aux parcelles de l'agriculteur. Ils récoltent les fruits et légumes dont ils ont besoin puis passent à la caisse. Un tel dispositif pourrait concerner la cueillette des olives. Cette récolte nécessite beaucoup de main d'oeuvre. Des agriculteurs pourraient faire appel aux consommateurs qui récolteraient les quantités d'olives qu'ils souhaitent acheter pour conserver dans des bocaux. Proposez-le aux oléiculteurs de votre région.

#### FAITES DES CONSERVES AU VINAIGRE

Dans les années soixante-soixante dix, les conserves dans le sel ou le vinaigre étaient très répandues au sein des familles. Nombre de ménagères préparaient des olives pour les conserver dans de grandes marmites en émail. Les olives étaient incisées à l'aide d'un couteau puis plongées dans de l'eau qui était renouvelée plusieurs fois afin d'enlever toute amertume. Selon les saisons, d'autres conserves de légumes étaient préparées dans du vinaigre sous le terme de « variante ».

#### ELEVEZ POULES ET LAPINS

Rien de plus facile de nourrir quelques poules pondeuses ou lapins avec des déchets alimentaires et épluchures de fruits et légumes. On peut faire ainsi d'une pierre deux coups. On produit des œufs et on réduit le volume de ses poubelles. Pour se procurer des poules pondeuses, on peut s'adresser à des marchands d'œufs. Ils disposent de poules pondeuses en « fin de carrière », mais qui pondent encore suffisamment. Je connais une famille nombreuse à Bordj-El-Kiffan dont le frigo étaient toujours plein d'œufs grâce au poulailler au fond de la cour.

#### FABRIQUEZ VOTRE LIMONADE

Il peut être également possible de fabriquer des sodas. Pour cela, il s'agit de ramener de l'étranger des fontaines à eau gazeuse. Elle se vendent en supermarché autour de 60 euros. Des cartouches de gaz carbonique permettent de gazéifier l'eau. En France, le succès est tel que des associations de soutien à la Palestine en ont profité pour alerter les consommateurs sur la marque Sodastream qui est fabriquée dans les colonies.

Voilà, il s'agit de quelques idées. N'hésitez pas à nous contacter pour enrichir le catalogue...

# CEREALES : REDUIRE EN DOUCEUR LE NIVEAU DES SUBVENTIONS.

## Réduire de façon raisonnée les subventions.

### CEREALES : REDUIRE EN DOUCEUR LE NIVEAU DES SUBVENTIONS.

Djamel BELAID. 14.09.2017

Selon la presse nationale, le Premier ministre aurait indiqué à ses interlocuteurs « qu'avant la révision de la loi sur la monnaie et le crédit, les autorités n'avaient pas de quoi payer les salaires des fonctionnaires pour les deux derniers mois de l'année ». Face à la crise financière que risque de connaître le pays, les pouvoirs publics doivent trouver le moyen de réduire le montant des subventions accordées à l'agriculture. L'exercice est périlleux ; il s'agit en effet de ne pas pénaliser la production et l'élan actuel des investisseurs.

Constat. Le secteur agricole procure des emplois des revenus à près d'un million de familles paysannes. Les subventions publiques sont actuellement accordées à tout type d'exploitation quelque soit sa taille. A l'avenir, il pourrait être fait un distinguo selon la taille des exploitations. Les plus grosses exploitations et les plus modernes ont une plus grande capacité d'adaptation. Outre les exploitations, les minoteries bénéficient d'avantages substantiels qu'il s'agit de revoir. Les gains générés par ce secteur agro-alimentaire est tel que l'engouement pour cette activité fait que les capacités installées dépassent de 50% les besoins nationaux.

Prix à la production. Il est possible de moduler les prix à la production selon les quantités livrées par exploitation. Exemple : 4500 DA/quintal pour les premiers 500 quintaux, 4200 DA entre 500 et 1000 quintaux, et 4000 DA au delà. Un tel barème est à mettre au point par le MADR. Ces prix pourraient être également adaptés selon les régions climatiques. Les régions les plus sèches pourraient se voir attribuées un bonus.

Modulation des aides. Les grosses exploitations pourraient recevoir moins de crédits bonifiés.

Grosses exploitations. Il s'agit d'attribuer des avantages compensant le manque à gagner sur les prix à la production et les prêts. Ainsi, des droits à écraser du grain pourraient être attribués. Cela revient à

redistribuer la rente céréalière actuellement uniquement détenue par les seules minoteries. Pour cela, selon leur taille, ce type d'exploitations pourrait être invité à s'équiper en petits moulins ou à se regrouper en G.I.E meunerie. Une autre voie peut être la sous-traitance chez des meuniers.

Réduction des coûts : Rendre rapidement disponible des semoirs low-cost pour semis-direct. En évitant l'étape du labour, ces engins permettent une réduction de 40% des coûts de mécanisation. Autre avantage, ils permettent une extension des surfaces emblavées.

Coopératives céréalières paysannes : Ces coopératives représentent une voie intéressante pour l'intensification (achats groupés d'intrants, recrutement de techniciens, ...). Afin de les développer, il s'agit de trouver des moyens incitatifs (par exemple détachement pour deux ans de postes de techniciens recrutés par la coopérative). On n'attire pas les mouches avec du vinaigre. Autre moyen, attribuer un droit à écraser du grain par le biais du versement de compensations financières liées au soutien des prix à la consommation.

CCLS : De nombreuses CCLS seraient déficitaires. Afin de les financer le moyen peut consister à leur attribuer des droits à écraser du grain. Les CCLS pourraient s'équiper en moulins (rachats de moulins privés) ou passer des contrats avec les minoteries privées existantes (leurs installations tournent à 50% de leurs capacités). Les CCLS détiennent un atout considérables, ce sont elles qui détiennent les grains « vous avez les machines, mais c'est moi qui ai le grain).

En parallèle, il s'agit d'autoriser les CCLS à racheter des entreprises en amont (société de réparation de matériel agricole) ou en aval (moulins, fabricants d'aliments pour bétail) sous forme de filiales de droit privé. Cette façon de faire devrait être dévolue à des coopératives paysannes comme cela est le cas à l'étranger. Mais en attendant l'émergence de réelles coopératives (les CCLS ne sont que des dépôts régionaux de l'OAIC affublés du terme de « coopérative ») force est de tenter de confier ce rôle aux CCLS. Auront-elles le management pour passer à cette dimension ?

Stockage céréales. Développer le stockage à la ferme afin de réduire les besoins de financement des moyens de stockage des CCLS. Prévoir en échange l'attribution aux céréaliers des bonifications mensuelles. Le trafic du blé importé ré-introduit dans les CCLS par des producteurs peu scrupuleux peut être combattu par de simples analyses visuelles ou bio-chimiques de grains sur les lots incriminés.

**Minoteries :** Jusqu'à présent, l'activité des minoteries a permis à leurs propriétaires de dégager des bénéfices substantiels. En témoigne les capacités installées. Afin de recevoir des quotas de blés importés, les minoteries devraient avoir obligation de développer des réseaux d'appui technique auprès des céréaliers tel celui mis sur pied par le Groupe Benamor. Des laiteries telles Danone-Djurdjura possèdent un savoir faire avec ses éleveurs qu'il s'agirait d'étudier afin de voir ce qui est transposable pour les céréales. Il ne s'agit pas de jeter la pierre aux minoteries, mais de partager équitablement la rente céréalière. A l'avenir, il s'agirait de réserver une partie des quotas de blés produits localement à des GIE ou coopératives de céréaliers et aux CCLS. Une large concertation entre acteurs de la filière pourrait permettre d'établir divers scénarios.

Minoteries, développer de nouveaux marchés. Jusqu'à présent, la plupart des minoteries se sont contentées d'écraser du grain. A l'avenir, face à l'éventualité des subsides publics et afin de faire face aux sur-capacités installées, les minoteries se trouvent dans l'obligation de développer de nouvelles activités. La fabrication des

aliments du bétail est prometteuse. Cela nécessite cependant de nouer des partenariats avec les agriculteurs afin de cultiver des protéagineux pouvant remplacer partiellement le soja importé. A noter le volet peu connu de l'incorporation possible d'urée dans l'aliment ovin et bovin. Une autre voie consiste à produire des améliorants autorisés en meunerie et en boulangerie (farine de fèves ou de soja, farine de soja, malt, gluten de blé). Ce secteur est actuellement embryonnaire en Algérie.

#### DEVELOPPER DE NOUVEAU DISPOSITIFS DE REDISTRIBUTION

En conclusion, il apparaît que les pouvoirs publics disposent d'une large palette de mesures. Jusqu'à présent les mesures d'aides aux producteurs a essentiellement consister à redistribuer les fruits de la rente gazière. De ce fait les outils utilisés étaient simples. Dorénavant, il s'agit de redistribuer la rente céréalière entre minoteries et agriculteurs. Mais également entre petits et gros céréaliers. Les outils d'intervention nécessitent donc d'être plus élaborés. Cela nécessite de faire preuve d'imagination et d'explorer ce qui se fait à l'étranger. Pour notre part, nos propositions sont à considérer comme des pistes de réflexion qu'il s'agit de discuter entre les différents partenaires de la filière.

## GIPLAIT : POUR DES PRIMES D'INTERESSEMENT AUX COLLABORATEURS DES FERMES PILOTES.

### Nouvelles orientations ministérielles.

---

#### GIPLAIT : POUR DES PRIMES D'INTERESSEMENT AUX COLLABORATEURS DES FERMES PILOTES.

Djamel BELAID 10.09.2017

Selon l'APS, du 9 septembre : « Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a exhorté les dirigeants du groupe Giplait de fournir plus d'efforts et d'engagements pour le développement de la production nationale du lait afin de participer à la réalisation de l'objectif du pays de réduction des importations de poudre de lait et ses dérivées. » On ne peut que se féliciter d'une telle mesure. Cela amène cependant à quelques remarques.

#### POUR UN MANAGEMENT MODERNE DES FERMES PILOTES

La production de lait au niveau de GIPLAIT devrait être confiée, à des fermes pilotes. Or, l'élevage de vaches laitières nécessite une attention de chaque instant. Il s'agit donc d'arriver à former à ce type d'activités un personnel technique consciencieux et dévoué. Malgré le dévouement du personnel des fermes pilotes, il serait illusoire de penser qu'on puisse développer sur des bases administratives une telle production. Aussi, il serait bon de penser à attribuer aux collaborateurs des fermes pilotes de substantielles primes indexées selon le niveau de production atteint. Il serait en effet plus logique que des éleveurs laitiers algériens bénéficient des efforts des pouvoirs publics. Actuellement ce sont des éleveurs bretons ou néo-zélandais qui en profitent.

#### L'URGENCE DE L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE FOURRAGES

Dans l'élevage moderne, une vache laitière est avant tout une « usine à lait » améliorée génétiquement pour produire selon les quantités d'aliments qui lui sont fournies. Cela pose la question des moyens matériels et techniques que vont mettre en œuvre ces fermes pilotes. Il s'agit de mettre en place une diversification fourragère, de calendriers fourragers et de moyens modernes de semis, de récolte et de conservation des fourrages.

Rappelons qu'en matière d'autonomie fourragère, un moyen d'aider les petits producteurs de lait installés en « hors-sol » est de favoriser leur accession à la terre. Si la productivité des petites exploitations reste encore faible, l'élevage laitier est une source de revenu à de nombreuses familles.

#### AIDER LES PETITS ET MOYENS ELEVAGES

Outre les fermes pilotes, la cheville ouvrière de la production laitière est constituée par une multitude de petits et moyens producteurs laitiers. Afin que ces derniers augmentent leur production, il s'agit de leur garantir une marge financière conséquente. Or cette marge est régulièrement rognée par les intermédiaires en tout genre (producteurs de fourrages et d'aliments pour bétail, vendeurs de médicaments vétérinaires, maquignons, certaines laiteries privées ...). La solution passe par la constitution de coopératives d'éleveurs capables d'assurer l'approvisionnement en intrants et la transformation du lait. Le Ministre de l'agriculture sera-t-il capable d'obtenir des avantages financiers, juridiques ou organisationnels permettant d'impulser un réel développement de coopératives laitières paysannes?

#### MOBILISER LES COMPETENCES UNIVERSITAIRES LOCALES

La situation actuelle de la production nationale de fourrages et de lait pose également la question de la recherche-développement en Algérie. Comment se fait-il que nous ne produisons pratiquement pas localement de produits vétérinaires ? Comment expliquer le peu d'application des résultats de la recherche agronomique locale (production de fourrages implantés par semis-direct, utilisation du colza fourrager, complémentation des rations par de l'urée produit localement en abondance par notre industrie chimique, ...). Rappelons que la complémentation partielle des rations azotée par de l'urée est largement pratiquée en Europe. Elle permet une économie sur les quantités de soja importé à donner aux animaux.

Plusieurs universitaires ont montré qu'à partir de sous-produits du secteur agro-alimentaire (grignons d'olives, son, résidus d'usines de tomates, drêches de brasseries, mélasse, ...), on pouvait élaborer des aliments pour bétail à haute valeur nutritive se substituer à l'importation.

## EMBAUCHER DES CHEFS D'ETABLE TUNISIENS ET EUROPEENS ?

A propos de partenariat étranger, l'exemple des ouvriers spécialisés marocains qui ont aidés au développement local de serres canariennes mérite toute l'attention. Ne devrait-on pas recruter des chefs d'exploitation ou des chefs d'étables étrangers afin d'assurer un transfert de technologie de base? Notre production laitière est handicapée parfois pour des gestes simples qui ne sont pas effectués. Gestes qu'il nous faut inscrire dans la durée. A cet égard, il serait intéressant de se pencher sur l'exemple tunisien. Nos voisins sont récemment devenus auto-suffisant en production laitière. Si la politique des pouvoirs publics tunisiens a été déterminante, l'action du Groupe Danone l'a été également. Son mode de fonctionnement peut être une source d'inspirations pour les décideurs Algériens.

## LAITERIES PRIVEES, POUR PLUS D'APPUI TECHNIQUES AUX ELEVEURS !

Concernant les laiteries privées locales, certaines ont développé un accompagnement multiforme des éleveurs. Le but est de mettre la main sur les plus grandes quantités « d'or blanc » possible dans leur bassin de production. En attendant le développement de coopératives d'éleveurs capables de faire concurrence à ces appétits démesurés, il devient urgent d'étudier ces différents types d'accompagnement afin de généraliser ceux qui sont plus intéressants. Des laiteries telles Soummam, Danone-Djurdjura ou d'autres situées dans le Cheliff apportent en effet un réel plus aux éleveurs. L'expérience des laiteries les plus dynamiques montre que les clés du succès viennent de l'aide au financement des étables et de la formation des éleveurs.

## ELEVAGE PERI-URBAIN , FORMALISER L'INFORMEL

La presse nationale et quelques études universitaires ont récemment dénoncé le colportage, pratique de nombreux petits éleveurs qui commercialisent selon des circuits courts du lait et des produits laitiers dans des conditions sanitaires parfois douteuses. Ces éleveurs approvisionnent des familles, des cafés et des points de ventes urbains. Ils se détournent des laiteries. Il est évident qu'il est nécessaire de veiller à la santé des consommateurs. Cependant, ce serait une erreur de criminaliser ce secteur informel. Il s'agit de trouver les moyens d'améliorer les pratiques de ces petits éleveurs pourvoyeurs d'emplois autour des villes. Aux techniciens et vétérinaires de s'adresser de façons spécifiques à ces éleveurs afin de vulgariser les techniques modernes.

## LAITERIES PRIVEES, UNE REDOUTABLE EFFICACITE

Les laiteries privées constituent de redoutables machines à faire du cash. Cela est tellement vrai que le secteur du lait a même amené des entreprises étrangères à s'installer en Algérie. Le PDG de Laiterie Soummam

révèle qu'il est souvent approché par de grands groupes internationaux souhaitant lui racheter son activité. A partir de la poudre de lait et du lait qu'elles collectent, certaines d'entre elles bâtissent des fortunes et financent leur développement grâce aux aides accordées par l'Etat. Parmi ces laiteries, Danone-Djurdjura constitue un cas à part. Cette laiterie par la qualité de l'appui technique aux éleveurs. Elle innove en classant par exemple ses adhérents selon les quantités de lait livrées et leur sérieux (régularité et qualité des livraisons). Certains éleveurs reçoivent même le statut de « V.I.P ».

nb : voir notre dossier « Danone » dans la rubrique « Filière Lait ».

## DEVELOPPER LES LAITS VEGETAUX

Enfin, au côté de la production de lait de vache, il s'agit de développer des laits végétaux (lait de soja, d'avoine, de riz, d'amande). Dans les pays européens ce type de lait se développe. Les consommateurs Allemands en font une large utilisation. Par ailleurs, le lait de soja permet même de fabriquer des yaourts et des desserts type « Danette ». Par ailleurs, il s'agit de procéder à une réflexion sur le long terme. Nos conditions climatiques nous permettent-elles de suivre le modèle français de forte consommation de lait et de produits laitiers ? Est-il bien raisonnable, dans un pays semi-désertique et désertique de vouloir approcher la consommation de yaourts par le consommateur algérien au même niveau que le consommateur français comme en rêve le PDG de Danone-Djurdjura dans une récente interview?

## HYGIENE ET QUALITE DES LITIERES DANS LES ETABLES

La question de l'hygiène des élevages a plusieurs fois été soulevée par des universitaires et notamment par les techniciens bretons du projet « ALBAN ». Un renouvellement plus fréquent des litières dans les étables ainsi que l'emploi de désinfectants réduiraient les dramatiques cas de mammites. Ces derniers se traduisent par un emploi massif d'antibiotiques et par la réduction de la production de lait par animal. Les cas les plus graves pouvant conduire jusqu'à l'arrêt de la production.

Le coût de la paille utilisée comme aliment peut expliquer la relative faible fréquence de changement des litières. La société « Algerian Bovines » innove en proposant des litières en caoutchouc. De telles solutions seraient à rechercher en recyclant de vieux pneus voire en produisant des litières à base de copeaux en broyant des arbustes... L'avantage est également de réduire les cas de boiteries.

## MADR, QUELLE MARGE DE MANOEUVRE POUR LE MINISTRE ?

On ne peut que souhaiter plein succès au nouveau ministre de l'agriculture. Le secteur agricole local dispose aujourd'hui de moyens humains nombreux.



Afin de développer des coopératives laitières, les élites rurales (retraités, employés, chômeurs diplômés, jeunes...) sont d'un soutien précieux. Car, c'est avant tout aux producteurs de prendre leur destin en main. En ces temps de difficultés financières, c'est aux éleveurs à trouver les moyens de protéger leurs marges financières et d'ajouter de la valeur ajoutée à leurs productions en investissant le secteur de la transformation.

Quant au Ministre aura-t-il les moyens d'agir sur les leviers clés tels : meilleur accès à la terre des éleveurs en hors sol, impulsion de G.I.E et coopératives laitières, primes d'intéressement aux collaborateurs des organismes publics ? Saura-t-il travailler avec des organisations professionnelles embryonnaires et les laiteries privées dont l'efficace Danone? Certaines actions doivent s'inscrire dans le temps. Or, ces dernières années, la durée moyenne d'exercice d'un Ministre de l'agriculture s'est comptée en mois. Raison de plus pour

identifier les nœuds d'étranglement et agir sur les plus faciles à démêler...

**nb :** Comme l'ONAB ou l'OAIC, GIPLAIT a entre ses mains de lourdes responsabilités économiques. A la lecture des sites internet de ces trois groupes publics, on peut être effaré par la pauvreté du contenu mis en ligne et notamment des conseils techniques dispensés aux producteurs et à la filière lait en général. Ces sites ne sont que très rarement actualisés. Or, à l'ère de la 3 G, nombre de producteurs sont connectés et sont avides de connaissances techniques. Il serait temps de remédier à cette désastreuse situation.